hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

L'armée est ton ennemie !

Chirac en Algérie : libre échange et mauvais procédés.

En Bolivie, la révolte gronde et l'autorité tremble.

Michel Onfray et l'Université populaire : à quand Kant à Caen ?

Dans le monde entier, la troupe se tient prête à réprimer les mouvements de masse. Bras armé du Capital, âme de l'État, elle sert toutes les oppressions. Ces soldats boliviens participent à la sanglante répression d'un mouvement populaire.

M 02137 - 1310 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Ô gentilshommes, la vie est courte… Si nous vivons, nous vivons pour marcher sur la tête des rois. »

Shakespeare, Henry IV

hebdo n° 1310

du 6 au 12 mars 2003

Sommaire

Réconciliation mafieuse pour l'année de l'**Algérie**, page 3

Les **perles** médiatiques relevées par Frédo Ladrisse, page 5

Les **mal-logés** occupent la rue à Drancy, page 5

Le **fichage policier**, les « couacs » de Big Brother, page 6

Les libertaires réfutent le **nucléaire** et sa logique de profit et de mort, page 7

Grande messe de la décentralisation à Rouen, des **flics partout**, page 8

Inégalité hommes-femmes face à la **prévention** et au traitement du sida, page 9

Insoumission à l'armée dans le monde, page 10

Le peuple **bolivien** détruit des symboles de l'État, page 11

Michel Onfray crée une **université populaire** à Caen, page 14

Le journalisme de révérence pour une **désinformation** institutionnelle, page 16

Monologues du vagin, un livre adapté et mis en scène, page 18

Femmes sur tous les fronts, page 19

La rubrique **en vrac** d'André Sulfide, page 20

La **démocratie participative**, une « tendance » au goût des réformistes, page 21

Agenda, page 22

Radio libertaire, page 23

Nos camarades belges contre les **camps de la honte**, page 23

Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 nos	◯ 20 €	◯ 32 €	◯ 27 €
6 mois 25 nos	◯ 38 €	◯ 61 €	◯ 46 €
1 an 45 nos	◯ 61 €	◯ 99 €	◯ 77 €
Abonnement de soutien	◯ 76 €		

* pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____ Ville _____

◯ Chèque bancaire ◯ Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Editorial

On a souri, avec plus ou moins d'amertume, sur la toilette inédite que les potentats algériens ont fait subir à leur capitale. Qu'on en juge : des fleurs à la place du béton, les murs blanchis de frais, l'éclairage public refait, plein de beaux drapeaux français – ceux d'avant 1962, retirés des greniers ? –, etc. Et tout cela pour un événement sans précédent, littéralement, pour la première visite d'État d'un président français. Mais oui, ce n'est pas Chirac, l'homme, le président, qu'on reçoit, mais l'État tout entier incarné. Bigre.

On pourrait croire que cette visite repose sur des considérations larges et généreuses, sur un désir, un besoin, de réconciliation. Nenni, l'État, ce monstre froid, s'en contrefout. Alors la stabilité du monde, la tempête annoncée sur le désert ? Pas beaucoup plus.

Alors quoi ? quelques chiffres, opportunément donnés par Michel de Caffarelli, président de la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie (CFCIA), au journal *la Liberté*. Les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont progressé de 60 % entre 1999 et 2001. Peugeot et Citroën accaparent 70 % du marché algérien de voitures neuves. La France, entre 1998 et 2000, est le troisième investisseur en Algérie derrière les États-Unis et l'Égypte, avec 344 millions de dollars. La France serait le premier fournisseur du marché algérien, avec plus de 24 % de parts de marché, et son deuxième client. Hors hydrocarbures, la France est le premier client de l'Algérie avec 184 millions de dollars d'exportation réalisés en 2002, soit 37 % de ses recettes d'exportation, hors hydrocarbures toujours. Pour les produits pétroliers, les entreprises françaises livrent une concurrence acharnée aux américaines, qui dominent le secteur.

Seulement voilà : « Ce n'est pas toujours facile d'investir en Algérie », dixit le même de Caffarelli. Et peut-être est-ce là le vrai motif d'une visite en grande pompe. L'Algérie est sur le point de signer un accord d'association avec l'Union européenne, comprenez « de libre échange ». Et le président français, voyageur de commerce comme ses prédécesseurs, tâche d'assurer à ses mandants, les capitalistes français, la part du lion dans ce futur marché. Il lui faut faire sauter quelques verrous concernant en particulier, nous dit *la Liberté*, « la problématique de transfert des bénéfices ».

On a donc toiletté la ville, chassé les prostituées de l'avenue de l'ALN – en hommage à Sarkozy, sans doute. Et Chirac pourra dire qu'il a vu un pays prospère, des habitants heureux. Les autres, il ne les verra pas : quand les représentants de l'Interwilayas, sorte de conseil de la Kabylie révoltée, se sont présentés à l'ambassade de France, il leur fut répondu que Monsieur l'Ambassadeur ne recevait que sur rendez-vous, mais qu'ils pouvaient déposer un mot au service courrier. À eux Chirac ne dira pas : « Je vous ai compris ! »

Réconciliation ou Françalgérie ?

Romain

Plus de quarante ans après une indépendance arrachée malgré les ignominies de l'État français, le gouvernement algérien et celui de l'ancienne métropole célèbrent « leur » réconciliation en faisant de 2003 l'année de l'Algérie ou Djezaïr. Mais derrière flonflons et rencontres culturelles, la célébration prend un goût saumâtre qui suscite de vives protestations.

À PEINE l'indépendance acquise, l'Algérie passe sous la coupe de généraux. Enrichis du détournement de la rente pétrolière, ces derniers et la Sécurité militaire ont organisé le contrôle et le racket du pays. Après quelques efforts (médecine gratuite en 1973, effort notable de scolarisation), les revers frappent vite la population (30 % de chômeurs en 2002, un tiers des Algériens vit en dessous du seuil de pauvreté, fermeture de l'accès aux soins, etc.) alors qu'en 1995 les avoirs privés à l'étranger s'élevaient à 30 milliards de dollars, soit 110 % de la dette extérieure. La pauvreté n'est pas l'apanage de chacun !

Rejeté logiquement par la population, le trust des oligarques se lance, pour contrer et manipuler la contestation, dans une politique d'islamisation. Instauré en 1984, le Code de la famille abroge l'égalité des sexes. Ce retour aux pratiques ultra-patriarcales est encore renforcé par l'article 54 de la loi d'avril 1991 qui annihile *de facto* les droits politiques des femmes mariées. Las ! Les galonnés n'en restent pas là. Concédant le multipartisme en 1989, ils consacrent dans la foulée l'islamisme. Le FIS (Front islamique du salut) peut remporter le premier tour des législatives de décembre 1991 (48 % des voix, mais avec une abstention de 41 %). Le prétexte est trouvé pour restaurer la dictature.

En février 1992, l'état d'urgence est proclamé, le processus électoral stoppé. Pour conserver le soutien occidental, la junte militaire nomme Boudiaf, l'un des pionniers de la guerre d'indépendance à la tête du « Haut comité d'État ». Peu désireux de servir la soupe aux généraux et cherchant au contraire des preuves de leur corruption, il est assassiné dès juin. Qu'à cela ne tienne ! Pour le bien de leurs affaires, les généraux entraînent voire organisent la guerre civile qui ensanglante l'Algérie (200 000 morts). Les témoignages de la collusion entre GIA (groupes islamistes armés) et Sécurité militaire s'accumulent quand ce n'est pas l'armée elle-même qui est responsable de certains massacres comme en 1997.[1]

Pourtant, à trop tirer sur la ficelle intégriste, on perd de sa crédibilité. Aussi, en 1999, la clique des emmédaillés donne la présidence à un civil, ancien cadre du FLN après un simulacre de campagne électorale (la plupart des partis d'opposition quittent ce jeu tronqué) Boutéflika, une fois « élu », prône la « concorde civile », ouvrant son gouvernement aux islamistes « modérés » et à l'opposition laïque dont le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie).

Cela dit, les pratiques affairistes ne s'estompent pas. Facilitées par la privatisation à outrance (hydrocarbures compris, adhésion future à l'OMC oblige), elles laissent nombre d'Algériennes et d'Algériens sur le carreau. L'ère Boutéflika coïncide ainsi avec l'apparition du milliardaire Rafik Khalifa. Derrière lui, on retrouve aussi bien le président que Larbi Belkheir, l'un des généraux mafieux. Notre DGSE nationale, « s'inquiète » d'ailleurs de cette holding opaque qui sert sans doute à blanchir l'argent des militaires.[2] Cela n'empêche pas notre milliardaire d'être l'un des principaux bailleurs de fonds de Djazaïr 2003 dont l'objectif reconnu officiellement est de s'acheter la reconnaissance internationale... et au diable l'avarice pour un pays appauvri[3] !

Viellessympathies barbouzardes[4]

Certains milieux n'ont pas attendu 2003 pour coopérer. La clique au pouvoir a largement été formée dans l'armée coloniale française et, certains, comme Khaled Nezzar – ancien ministre de la Défense, poursuivi pour usage de la torture et qui a pu quitter la France grâce à la bienveillance de la DST – sont presque des ralliés de la 25e heure au mouvement de libération nationale. Formés par Aussaresses et autres disciples de Jacques Foccart, ils n'en ont pas oublié les pratiques et conservé des liens. Avec l'aide de la France, toute enquête internationale sur les crimes commis depuis 1991 est bloquée.

Longtemps aidée discrètement par des officines françaises, la junte militaire a usé les cordes de la lutte contre le terrorisme islamique pour gagner le soutien de la France. Elle est ainsi une probable partie prenante du massacre des moines de Tibéhirine[5] ou des attentats parisiens de 1995.[6] Cela dit, il n'y a pas de quoi bouder trop longtemps ! Dès la fin suite page 4

de 1995, les réseaux Pasqua-Marchiani auraient retrouvé le chemin de l'Algérie, et Chirac a reconnu paisiblement l'élection du général Zéroual, candidat de l'armée. La collaboration entre armées française et algérienne aurait alors repris de plus belle. Quant à la DST, elle serait si impliquée dans le soutien au régime qu'elle provoque l'ire de la DGSE, sa collègue en barbouzerie. Outre les attaques contre Khalifa, elle déplore l'instauration d'un « État policier » et l'usage systématique de la torture. Quand on connaît les pratiques de l'ancien SDECE foccartien en Françafrique, il ne faut y voir qu'une querelle de services.

Les solidarités barbouzardes ne s'arrêtent pas là. Elf, aujourd'hui Total, avec son cortège de mercenaires, a cogéré la rente pétrolière avec les généraux. Elf-Sanofi et Mérieux seraient impliqués dans le détournement de médicaments.[7]

Enfin, tout en jouant la carte du 11 septembre 2001 pour courtiser les États-Unis, le gouvernement Boutéflika participe désormais ouvertement aux destinées de la Françafrique.[8] Bref, voilà bien de quoi sabrer le champagne et poursuivre une fructueuse collaboration sur le dos de milliers de morts !

Loin des salons, un peuple en lutte

Acculé à la misère, le peuple algérien ne se laisse pourtant pas dompter. Répression féroce et menace intégriste ou non, nombre d'Algériennes et d'Algériens n'ont cessé le combat et délaissent de plus en plus un jeu électoral truqué ou inutile d'où une abstention exponentielle (41 % en 1991, 80 % [98 % en Kabylie à l'appel du mouvement des Aarchs] en 2002)

Parmi les grands mouvements, celui des femmes apparaît à la fin des années 70 contre ce qui devient le Code de la famille. Bien des militantes cantonnées au sein d'un FLN, qui prônait alors une égalité des sexes de façade, finissent par déserter l'ancien parti unique. Rejointes par d'autres femmes, le mouvement s'organise au plan national à la fin des années 80 pour lutter contre le sort qui leur est réservé : travailleuses méprisées, femmes mariées infantilisées, divorcées sans aucun droit ni respect et bâillonnées politiques. Malgré les pressions conjointes du pouvoir et des « barbus », allant jusqu'à la mort ou au viol, elles n'ont jamais déserté le combat et leur voix est toujours plus forte.

Un autre mouvement part de Kabylie au printemps 1980 contre l'État qui recycle les délires jacobins et génère la misère. Jamais disparu, il reprend de plus belle au printemps 2001, accompagné d'une répression des plus féroces depuis l'assassinat en avril 2001 d'un lycéen dans une gendarmerie.[9] Aujourd'hui, le mouvement ne s'est pas essoufflé et les pressions sanglantes (200 morts depuis avril 2001, manifestants et délégués arrêtés, brutalisés, etc.) n'y font rien. L'État use de nouveau, sans succès, de la menace intégriste et de l'amalgame : au moment où la jeunesse kabyle se soulève, apparaît un groupe intégriste en Kabylie : le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) de Hassan Hattab.

Malgré les velléités récupératrices du FFS (Front des forces socialistes) ou du RCD (discrédité pour sa participation au gouvernement Boutéflika), le mouvement reste autonome. Organisé sur le principe des coordinations communales ou Aarchs [10], regroupées en comité de villes et villages de sept départements, on y pratique l'auto-organisation à la base (décisions adoptées par consensus ou à la majorité des trois quarts, révocabilité des mandats, etc.) Loin de se cantonner à de simples revendications identitaires archaïsantes et encore moins autonomistes comme on le lit trop souvent [11], les Kabyles luttent contre la misère généralisée et contre la « mafia des généraux » et cherchent, au-delà de la seule Kabylie, à étendre leurs revendications à tout le pays comme en 1980 ou au printemps 2001 où les grandes villes furent placées en état de siège pour empêcher la « contagion ».

Peine perdue, en 2001, le mouvement a gagné une large partie de l'Algérie. Aujourd'hui la plate-forme d'El-Kseur adoptée le 11 juin 2001, non négociable, leur sert de revendication minimale et il y a peu, les coordinations d'Aarchs ont reçu le soutien du Mouvement féminin démocratique autonome et de la Coordination des comités de citoyens d'Alger.[12] En comptant la révolte toujours plus dure de la jeunesse, la boucle se boucle, et l'ensemble de l'Algérie pourrait bien finir par renverser ce régime corrompu, même si aucun des mouvements en présence ne se déclare révolutionnaire.

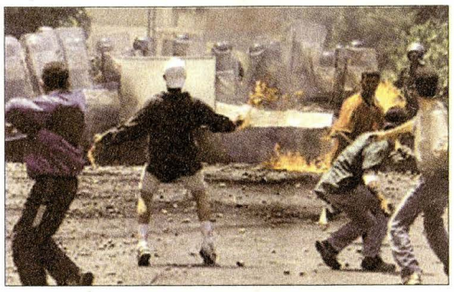
Loin des cérémonies officielles d'une Françalgérie nauséeuse, soutenons celles et ceux qui combattent « barbus » et « barbouzes » pour une société égalitaire. **R.**

---

1. Rapport d'Amnesty International sur l'Algérie, 18 novembre 1997.
2. *Le Canard enchaîné*, 8 novembre 2002.
3. *Le Monde*, 20 décembre 2002.
4. Voir F.-X. Verschave, *Noir Silence*, Paris, 2000, pp. 246-255.
5. *Libération*, 23 décembre 2002.
6. *Libération*, 16 février 1998.
7. D. Hadjajdj, *Corruption et démocratie en Algérie*, Paris, 1999.
8. *Libération*, 5 février 2003 et *Tribune libre internationale*, n° 38
9. Voir *le Monde libertaire*, n° 1244.
10. Pour de plus amples informations lire *le Combat syndicaliste*, n° 183.
11. À titre d'exemple, G. Mouffok in *le Monde diplomatique* de juillet 2001 et 2002. Les revendications autonomistes sont imputables au seul groupe de Ferhat Mehenni peu représentatif. Cela dit, toute critique des Aarchs n'est pas sans fondement. La coordination des interwilayas des 30 et 31 août 2001 déplorait elle-même « l'absence d'élément féminin ». Loin de l'ostracisme, c'est au problème d'une Algérie et partant d'une Kabylie patriarcale que nous sommes confrontés, avec l'espoir que le mouvement massif des femmes y mette un terme.
12. *Courant alternatif*, février 2003

Réconciliation ou Françalgérie ?

suite de la page 3



Romain est militant du GRroupe de la MÉtropole LIlloise de la FA

En Algérie aussi, on casse le public

Après une grève de deux jours contre les privatisations initiée par l'UGTA (Union générale des travailleurs algériens), et qui a regroupé 93 % de grévistes, Abdelhamid Temmar, ministre de la Participation et de la Promotion de l'investissement, a réuni à Constantine les responsables des treize plus grandes entreprises publiques. Le choix de la capitale de l'Est obéit à une logique économique : le pôle très industrialisé de Constantine-Annaba représente un réservoir de capitaux à ouvrir, d'autant que sa situation financière est plus qu'inconfortable : à titre d'exemple, le Complexe moteur tracteur (CMT), entreprise publique, détient une ardoise de 18 milliards de dinars pour un chiffre d'affaires de seulement 3,6 milliards. « L'État n'étant plus en mesure d'apporter son concours aux entreprises publiques en difficulté, l'ouverture de leurs capitaux s'impose donc en planche de salut », souligne Temmar. La politique du gouvernement prévoit un plan d'action en trois axes : privatisation avec accompagnement de la Banque mondiale, ouverture et capitalisation des entreprises déficitaires. Le premier volet concernera 42 entreprises, le second 700.

Pour contrer le processus, l'UGTA n'exclut pas de recourir à une grève illimitée.

Pascal
groupe Louise-Michel

Quand l'autruche éternue...

Karcher-sur-Mer

« Nos plages n'ont jamais été aussi propres, car elles n'ont jamais été autant nettoyées. » (Le préfet d'Aquitaine)
C'est vrai qu'avant la marée noire, elles étaient franchement dégueulasses.

Fort Chabrol

« La bourgeoisie est la dernière classe sociale, la dernière classe qui se défende en tant que classe sociale. » (Claude Chabrol, qui travaille dans le cinéma)
Et la dernière aussi à ne pas confondre Chabrol, Claude, avec Chabrol, Raymond, le boucher face à la mairie. Raymond, il sait préparer l'escalope.

C'est un métier.

« Dès que l'on accepte de prendre la défense des homosexuels, on défend des intérêts catégoriels, au même titre que ceux des experts comptables, des médecins ou des agriculteurs. » (Christine Boutin)
Homo, nouvelle catégorie socioprofessionnelle ?

Droit de réponse

Les experts comptables, les médecins, les agriculteurs signalent à Christine Boutin que non seulement ils se lèchent les uns les autres à longueur de journée, mais qu'en plus ils s'essuient l'essieu sur la Très Sainte Bible, ou se torchent le moyeu avec les Évangiles.

Ernest-Antoine Sénile

« Nous trouvons que c'est assez dangereux sur le plan du développement du dialogue social de réunir dans une réunion à caractère évidemment politique les partenaires sociaux qui se sont engagés dans les négociations. » (Le baron, à propos d'une possible conférence sur l'emploi)
Mieux vaudrait, bien sûr, négocier des engagements sociaux sans les partenaires politiques réunis dans une réunion sur le dialogue dangereux du développement de mon plan à moi.

6 millions d'ennemis

« "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! " Laissez-moi rigoler ! Où sont-ils donc, tous ces prolétaires ? » (Chabrol, Claude, cousin de Raymond)
Dès que t'auras fini ton ris de veau je t'emmène avec moi. Où sont-ils les prolétaires ? Je t'en présenterai 6 millions, dont pas un ne manquera de t'en foutre un dans le groin, ducon.

Le néologisme de la semaine.

« Franchement, je pensais que ça allait turbuler plus au premier tour. Mais si j'avais été au second, alors, ça aurait turbulé. » (Jean-Pierre Chevènement)
Mais, à ma grande surpriserie, je me suis fait battutifier. Pourtant, la sondagerie ne m'avait pas alarmisé, la turbulerie, selon elle, était inévitante.

Fredo Ladrisse

(Sources : France inter, les Inrock', Libération, le Monde, le Parisien, le Point.*)*

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Les mal-logés de Drancy occupent la rue

Malgré une météo pluvieuse, 200 personnes, les mal-logés en tête, ont manifesté ce premier mars dans les rues de Drancy pour exprimer leur colère et revendiquer leur droit à un logement décent.

Les slogans repris en cœur par les manifestants, les banderoles colorées propres à chaque immeuble insalubre et une exposition photo ambulante montrant les conditions de logement des mal-logés donnaient le ton à la manifestation qui a pris de l'ampleur tout au long du parcours.

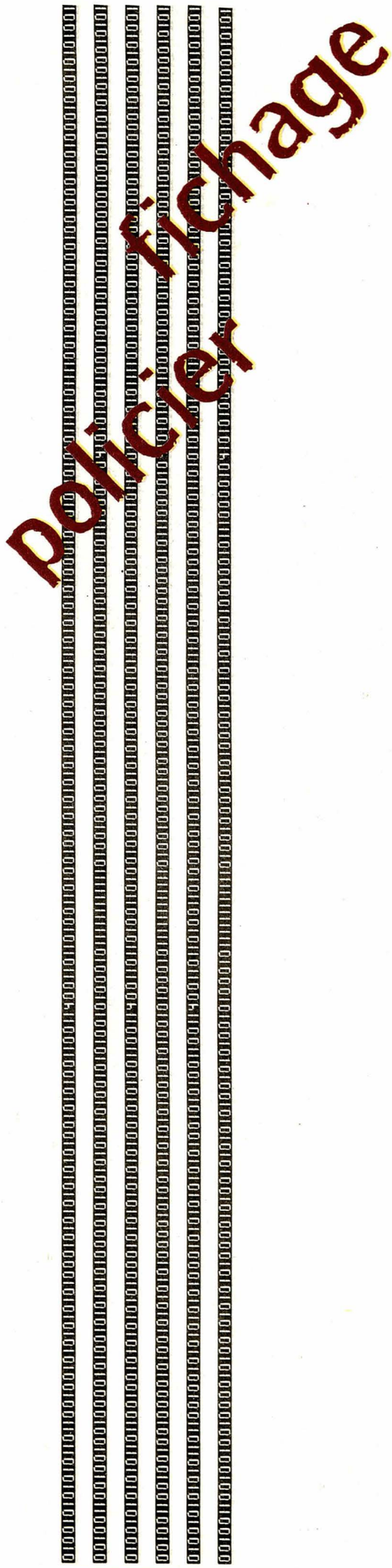
Deux actions ont ponctué le trajet pour informer la population, au moyen d'une banderole accrochée aux fenêtres, l'existence d'un immeuble insalubre dont la ville est propriétaire d'appartements occupés et d'un second, vide et habitable, propriété récente de la ville. Un discours est prononcé par le collectif pour dénoncer la politique d'exclusion par le logement de Drancéens qui ne répondent pas aux critères sociaux du maire.

Notons au passage que craignant la traversée de la cité du Nord prévue par le collectif, la police a d'autorité modifié le parcours trois jours avant la date sous prétexte de sécurité privant ainsi le collectif de sa liberté de définir sa propre stratégie.

Cette manifestation qui est une réussite pour le collectif de soutien aux mal-logés confirme sa détermination. La lutte et la solidarité finissent par porter ses fruits ; depuis cette semaine, le maire s'est vu dans l'obligation, grâce aux actions du collectif, de commencer à reloger des familles habitant un immeuble déclaré insalubre alors que son objectif était de laisser pourrir la situation en espérant l'indifférence de la population jusqu'au découragement et à l'expulsion des résidents.

Le groupe Commune libre de Drancy remercie les camarades des groupes de la région parisienne pour leur soutien et leur présence à la manifestation.

Isabelle et Jean-Louis
groupe Commune-libre de Drancy de la FA



25 % D'ERREURS, mais que fait la police? Fiché, à 7 ans, pour avoir jeté des cailloux sur un véhicule; fiché comme auteur de viols... alors qu'il n'était que témoin; fiché comme voleur à main armée avec séquestration... alors qu'il en était la victime; fiché « par erreur » comme auteur d'un meurtre...

De tels « couacs », la Cnil en a relevé des dizaines dans le fichier Stic (Système de traitement des infractions constatées [1]), mégafichier policier imposé par Charles Pasqua en 1995 contre l'avis de la Cnil, utilisé illégalement par les forces de l'ordre jusqu'à sa légalisation par décret en été 2001, et dont l'utilisation sera décuplée si le PLSI (Projet de loi pour la sécurité intérieure [2]) de Nicolas Sarkozy est adopté en l'état.

Alors que le PLSI sera discuté à l'Assemblée nationale à compter du 14 janvier, la Fil (Fédération informatique et libertés) publie sur son site web une liste d'erreurs [3] relevée par la Cnil (Commission nationale informatique et libertés), pour qui le PLSI recèlerait « de graves dangers d'atteinte aux libertés individuelles et au respect des droits des personnes ».

Selon un rapport sénatorial, « au 1er juillet 2002, la base nationale du Stic contenait les antécédents de près de 4,5 millions de "mis en cause", de près de 19,7 millions de procédures et de 21,8 millions d'infractions » [4]... À ce jour, 20 000 policiers ont accès au Stic, chiffre auquel il conviendra de rajouter 20 000 gendarmes, puisque le PLSI prévoit d'interconnecter le Stic avec Judex (son équivalent de la gendarmerie).

La Fil s'inquiète que l'utilisation des fichiers Stic et Judex sera étendue aux fins d'« enquêtes administratives » telles que l'embauche ou le suivi de carrière de salariés, les demandes de nationalité française, de titre de séjour ou de décorations, d'attributions de logement, etc.

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) a d'ailleurs jugé cette mesure comme « très préoccupante » et s'est elle aussi auto-saisie du PLSI faute d'avoir été préalablement consultée par le gouvernement.[5]

« Au total, ce sont ainsi quelques 400 000 personnes qui pourront accéder à cette base de données! Soit autant de chances d'augmenter le risque de nombreuses erreurs que nous avons déjà remarquées dans le Stic », remarquait un membre de la Cnil.[6]

Les erreurs d'ores et déjà relevées ne sont qu'une infime partie de celles que le fichier doit receler. En effet, la Cnil ne vérifie que ce qu'on lui demande de vérifier. En l'occurrence, l'an passé, « la Cnil à fait procéder dans 25 % des cas à des mises à jour, ou même à la suppression de signalements erronés ou manifestement non justifiés (quarante saisines sur les 162 requérants fichés à la police judiciaire) ».[7]

La Fil dénonce l'interconnexion de ces fichiers que la Loi informatique et libertés devait veiller à empêcher. Elle dénonce également les insuffisances patentes du contrôle légal et citoyen sur ces fichiers et s'élève contre le risque d'atteintes aux libertés et à la présomption d'innocence dues à l'accroissement du nombre de personne ayant accès à l'ensemble Stic/Judex.

La FIL qui, a l'instar de l'ensemble des associations et ONG de défense des droits de l'homme, a déjà dénoncé les risques d'« atteinte gravissime aux droits et aux libertés »[8] qu'entraînera le PLSI[9], appelle les députés, de concert avec la Cnil et la CNCDH, à strictement limiter l'utilisation – en lecture ET en écriture – des fichiers de police aux seules fins « de missions de police ou de sécurité ».

La Fil invite également les parlementaires à demander la mise en place d'une commission d'enquête sur ces erreurs, à constater par eux-mêmes les aléas du droit d'accès et de rectification à ce fichage policier en demandant à accéder à leur fichier Stic[10], et leur demande enfin que la loi renforce au lieu de restreindre le contrôle citoyen exercé sur ces fichiers et l'ensemble des fichiers dits « de souveraineté ».

La Fédération informatique et libertés (Fil) regroupe une dizaine d'associations, d'ONG et de particuliers engagés dans la défense de la vie privée et de la liberté d'expression.

Devant la recrudescence des atteintes aux droits et libertés, et à l'occasion de l'inauguration de son nouveau site, http://www.vie-privee.org, la Fil lance également /FIL_actu,/ revue de presse diffusée quotidiennement par courriel.

Fédération informatique et liberté
contact: ca@lafil.org

1. *Fichage policier: faites valoir vos droits!* http://renseignementsgeneraux.net
2. http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/securite-interieure.asp
3. http://www.vie-privee.org/comm99
4. http://www.senat.fr/rap/l02-036/l02-03615.html
5. Avis portant sur le projet de Loi pour la sécurité intérieure. http://www.commission-droits-homme.fr/binTravaux/AffichageAvis.cfm?IDAVIS=672&iClasse=0
6. La Cnil se rebiffe contre le projet de loi du ministre de l'Intérieur. http://news.zdnet.fr/cgi-bin/fr/printer_friendly.cgi?id=2124514
D'autant que certaines informations transitent entre le Stic/Judex et le N-SIS (branche nationale du Système d'information Schengen) et que ces passerelles seront selon toute vraisemblance développées, aggravant les conséquences des erreurs enregistrées. Enfin la loi prévoit de restreindre un droit de rectification et d'oubli qui est déjà, dans les faits, très difficile à mettre en œuvre.
7. 22e rapport d'activité 2001. http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/024000377.shtml
8. http://www.iris.sgdg.org/actions/loi-si/
9. PLSI: l'ère du soupçon. http://www.vie-privee.org/comm55
10. cf le modèle de courrier à adresser à la CNIL. http://renseignementsgeneraux.net/modemploi.php3

Nucléaire

Logique de profit, logique de mort

Le département du Gard et la vallée du Rhône restent les otages de cette activité politiquement et écologiquement dangereuse. Les activités liées à l'exploitation nucléaire restent bâties sur un vaste mensonge entretenu par les États et les firmes qui profitent de la filière. La France continue ses recherches et développe de nouveaux réacteurs, de nouvelles activités, sans délaisser l'usage militaire.
La catastrophe de Tchernobyl et les mensonges d'État qui l'ont accompagné en 1986, la multiplication des incidents dans les centrales vieillissantes, les décisions de pays voisins d'arrêter le nucléaire, l'énorme quantité de déchets radioactifs qui s'accumulent et s'éparpillent, le risque terroriste, les catastrophes naturelles n'ont en rien changé la politique d'EDF. Tout ceci n'est rendu possible que par une recherche de bénéfices, de contrôle de l'énergie et des populations qui en dépendent : la logique de profit, c'est la logique de mort.
Comme la tempête de 1999 l'a montré, le système énergétique français, très centralisé, est défaillant ; la prochaine privatisation ne va pas améliorer les choses. Ni améliorer la transparence dans un secteur où le culte du secret empêche déjà tout contrôle des populations sur un service public qui ne sert plus nos intérêts mais ceux des maîtres de cette industrie.
C'est nous qui prenons tous les risques. Il faut réagir vite mais directement : les gouvernants nous mentent, les politiciens nous trompent, les capitalistes ne s'intéressent qu'aux marges bénéficiaires, les enquêtes d'utilité publique n'ont jamais empêché le développement de la filière nucléaire. C'est donc à nous tous et toutes qu'incombe cette responsabilité de lutter contre la folie nucléaire. Nous devons développer les moyens d'une résistance antinucléaire qui doit durer et dont l'objectif doit être d'obtenir :
– la sortie immédiate du nucléaire et l'arrêt immédiat de production du plutonium, civil et militaire ;
– le stockage des déchets en surface et sur les lieux de production ;
– le reclassement des travailleurs de la filière nucléaire dans des activités socialement et écologiquement utiles ;
– des formes d'autonomies des collectivités en matière énergétique à travers un vrai service public autogéré par les travailleurs et les usagers, associé à un développement des énergies renouvelables en faveur d'une consommation raisonnée et d'un cadre de vie non dangereux.
C'est la logique du profit, donc du capitalisme, qui justifie le maintien de la filière nucléaire. Nous ne mettrons pas un frein au danger nucléaire sans remettre en cause les valeurs et les modèles étatiques et marchands qui fondent centralisation et surconsommation énergétiques. Le nucléaire est à l'image de la société qui l'a créé : autoritaire, opaque, sans contrôle des usagers, irresponsable, dangereux, produciviste. L'incompatibilité entre notre projet d'une société fédéraliste, libertaire et autogérée, et le nucléaire est totale.
Derrière le nucléaire se cache le capital !
Arrêt du nucléaire ! À bas le capital !

Groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

Gardois actifs, mais pas radioactifs !

C'EST À L'APPEL du Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire qui regroupait pour l'occasion une dizaine d'associations, que des antinucléaires ont défilé à Nîmes le 1er mars. Cette initiative rentrait dans le cadre d'une réaction à l'enquête d'utilité publique qui prenait fin le 8 mars et qui était déclenchée à propos du transfert de production du mox (un combustible, mélange d'uranium appauvri et de plutonium) de Cadarache (Bouches-du-Rhône) vers Marcoule dans le Gard, déjà producteur de mox.

Il faut dire que la nouvelle ne passa pas inaperçu. Dès les premiers jours de l'enquête (le 8 janvier), Greenpeace réagit. Puis c'est le Collectif gardois qui organisa la riposte avec une réunion publique à Nîmes. Le principe d'une journée d'actions fut rapidement adoptée et se mit en place : ce serait le 1er mars, à une semaine de la clôture de l'enquête. Puis Greenpeace bloqua le 19 février à Chalons-sur-Saône un transport routier de plutonium en provenance de La Hague (Manche) et destiné à Cadarache ou Marcoule. L'organisation écologiste avait décidé de mettre l'accent sur l'acheminement routier de plutonium, et les dangers multiples que les populations des localités traversées ignoraient : attaque terroriste, accidents, puis organisa un faux convoi de plutonium qui se rendit à Marcoule le 21 février.

Le même jour, une réunion publique à l'initiative des enquêteurs sur le projet d'accroissement de la production de l'usine Mélox se tenait à Bagnols-sur-Cèze (Gard), avec une forte présence d'opposants divers. Et de partisans du projet, bien entendu. Parmi ces derniers, nous pouvons attribuer le bonnet d'âne à un élu communiste et à un secrétaire départemental de la CFDT qui n'a pas tari d'éloges sur « la création d'emplois dans un bassin économique sinistré et sur la confiance dans la qualité et le professionnalisme des travailleurs de Marcoule » ; c'était très beau et il mérite d'être bien remercié pour servir aussi bien la soupe à ceux qui mettent en danger la vie de centaines de milliers d'autres travailleurs, tout cela pour quelques dizaines d'emplois, dont pas mal sont précarisés.

Quelques centaines de tracts et une conférence de presse plus tard, le 1er mars, la manifestation se déroula à Nîmes, avec la participation de 300 personnes. On brûla des cahiers pouvant servir à l'enquête d'utilité publique, illustrant ainsi le sentiment général de crédulité de cette étape administrative. Ce sont principalement le réseau Sortir du nucléaire et les libertaires (CNT, FA, Scalp) qui ont apportés logistique, dynamique et présence tout au long de la manifestation. C'est d'ailleurs dans ces moments là que l'on s'aperçoit bien que celles qui font le plus parler d'elles ne sont pas toujours les associations les plus fournies en militant(e)s et actives sur le terrain au long de l'année (Verts et Greenpeace). Partie de la préfecture pour se rendre devant une caserne militaire où une intervention rapide eut lieu à propos du rôle du plutonium dans l'arsenal militaire, c'est aux cris de « dans le Gard comme ailleurs, arrêt du nucléaire civil et militaire » que la manifestation finit son parcours à la Maison carrée.

L'objectif essentiel des libertaires dans ce type de mouvement social et écologique doit être de recentrer les luttes écologiques dans la globalité du combat politique : parler de nucléaire sans expliciter les formidables enjeux économiques, militaires et politiques qui le sous-tendent, c'est faire de l'écologie apolitique, juste environnementale. Si nous faisons l'effort de formuler clairement notre discours et de travailler avec d'autres sans a priori (mais sans angélisme) tout en gardant notre cap anticapitaliste et autogestionnaire, nous pourrons être entendus. Nous pourrons alors contester les écologistes de gouvernement sur le terrain des mobilisations, et politiser la lutte antinucléaire qui en a bien besoin.

Lanceleau Dulac

Décentralisation

police partout

Vendredi 28 février, à Rouen, salle de spectacle du Zénith, le gouvernement venait faire son show. Raffarin venait parler de la décentralisation devant les élus de droite régionaux (les élus de gauche avaient décidé de ne pas participer, seul Chérèque de la CFDT était là !). Preuve que le sujet devait être important : le Premier ministre n'était pas venu seul, douze ministres l'accompagnaient (Sarkozy, Ferry, j'en passe et des meilleurs).

Outre les phrases creuses habituelles sur le fait que les propositions vont servir la France du bas (naïvement, je verrais plutôt qu'elles serviront les petits nobliaux et patrons locaux), Raffarin a décidé démocratiquement une vingtaine de transferts de compétences de l'État vers les régions. On retiendra l'« autonomie » des universités et l'implication des collectivités dans la gestion des moyens et personnels d'éducation à partir du secondaire (pas encore le recrutement des profs mais ça va venir) ainsi que le transfert de 150000 fonctionnaires vers le statut territorial.

Il s'agit ni plus ni moins d'un nouveau démantèlement du service public, de la marchandisation de services, comme la culture, et d'une protection sociale à deux vitesses. Les régions étant mises en concurrence, suivant leurs richesses, cela va accentuer les inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, à la culture... La première décentralisation ayant déjà abouti à de grandes inégalités entre régions.

Bref, devant ce grand show, on ne peut que déplorer la faible mobilisation. Alors que de nombreuses boites sont en train de fermer dans la région, alors que la mobilisation pour les retraites avait bien marché, il n'y avait que 500 manifestants conviés par une intersyndicale, le midi pour un « pique-nique de protestation et pour les retraites ».

Si les manifestants étaient peu nombreux, les flics, eux, étaient partout (2000 selon les journalistes), à chaque carrefour, vérifiant les identités de ceux qui s'approchaient, ou cantonnés dans le lycée proche. Surtout, ils ont encerclé les syndicalistes et les ont contraints à quitter les lieux de façon nerveuse, virile et à coups de boucliers.

Le soir, idem. le collectif pour les Libertés fondamentales, celui de soutien aux sans-papiers, la FA, la LCR... appelaient à un rassemblement de protestation pour dire que « Raffarin et Sarkozy n'étaient pas les bienvenus ». Le rassemblement (sous la pluie battante et très excentré) ne comptait que 150 manifestants, mais bien plus de flics encore, casqués, énervés et cherchant, c'était clair, l'affrontement. Cela à plus d'un kilomètre du Zénith. Le rapport de force était tel que la manif ne put que se disloquer, pendant que les flics, par leur présence massive, créaient des bouchons monstres sur toutes les routes menant à Rouen.

Voilà, c'était ça ce spectacle : des cadeaux pour les notables et des flics partout... Ah oui, j'oubliais ce show s'appelait « assises pour les libertés locales », sous l'égide et la présence musclée de la police, on voit que cette liberté ne s'exerce que dans un sens, toute contestation, toute parole différente étant aussitôt muselées.

Jean-Pierre Levaray
groupe de Rouen de la FA

NoBorder

Avec les parquets pas vernis, on fait du petit bois

15 jours avec sursis pour les 17 occupant(e)s du ministère de la Justice à Strasbourg.

6 février 2003, Cour d'appel de Colmar, les six heures d'audience révèlent une sinistre comédie : les témoins à charge et la partie civile apporteront les preuves que non seulement les employé(e)s de l'annexe du ministère de la Justice de Strasbourg n'ont pas été séquestré(e)s, mais que ce sont les forces de l'ordre qui ont bloqué de l'extérieur toute sortie du bâtiment. La partie civile précise l'avoir déclaré aux policiers, qui ont sans doute dû oublier « par mégarde » de le notifier dans le procès verbal. Impossible de conclure à la séquestration.

Jusqu'au-boutiste, le parquet saucissonne le chef d'inculpation, abandonne la séquestration et se rabat lâchement sur l'accusation connexe de violation de domicile au prétexte que le nombre fait la contrainte. Pourtant vous aviez sonné. On vous a ouvert. Vous êtes entré(e)s.

Verdict trois semaines après, le 27 février 2003 : quinze jours de prison avec sursis pour violation de domicile. Le juge vous lance un avertissement : « vous avez intérêt à vous tenir à carreau pendant cinq ans ». Telle est la réponse au souhait émis par le parquet lors du procès : « Il faut mettre un coup d'arrêt à ces occupations sauvages qui sans cela se multiplieraient ». C'est la pratique même de l'occupation comme forme de lutte concrète qui est évidemment visée.

Par rapport aux réquisitions de première instance, ce jugement est un aveu d'échec de la machine judiciaire, obtenu, outre la faiblesse de l'accusation elle-même, grâce à l'organisation d'une défense collective de tou(te)s les inculpé(e)s et à la mobilisation de ceux et de celles qui ont occupé, occupent toujours et occuperont encore longtemps (en particulier les collectifs autonomes de sans-papiers). Il reste cependant que malgré le caractère dit « symbolique » de la peine, à travers ce jugement, l'occupation peut devenir désormais un délit. Cela ne concerne pas seulement les 17, pas seulement No Border, pas seulement les militant(e)s. C'est une atteinte, une de plus, aux pratiques de lutte qui sortent des cadres institutionnels de contestation. À quand la pénalisation des manifestations ?

La chasse aux terroristes est un prétexte très pratique pour discréditer et réprimer toute contestation.

Nous n'acceptons pas cette intolérable mise en scène : sous couvert d'une prétendue indulgence, le verdict est une grave atteinte aux libertés publiques. Nous examinons donc la possibilité de nous pourvoir en cassation.

Trois personnes passent en procès le 20 mars et risquent une lourde condamnation pour justifier les violences policières qu'elles ont subies devant notre occupation. Le verdict d'ores et déjà obtenu dans ce montage procé(or)durier ridicule discrédite explicitement toute velléité punitive à leur encontre.

Nous ne nous laisserons pas terroriser. Nous exigeons la relaxe de tou(te)s les inculpé(e)s pendant et suite au campement No Border.

Les 17 occupants et le collectif de soutien aux inculpés NoBorder

séropositives ou non

les femmes sont moins protégées que les hommes

POURQUOI les femmes séropositives seront présentes à la manifestation du 8 mars, journée internationale de la femme ? Tout simplement parce que l'épidémie de sida se féminise de plus en plus. En effet, l'enquête publiée par l'Invs en 2001, rapportait qu'elles comptabilisent 52 % des nouveaux cas de développement du virus et plus particulièrement chez les 15-29 ans. Les femmes ont aujourd'hui, en France, 3 à 7 fois plus de risque d'être contaminées que les hommes. Selon les experts, « elles sont plus isolées, lorsqu'elles sont séropositives et surtout malades ». Elles ne bénéficient plus, surtout en ces temps de répression, d'aucun lieu spécifique, alors qu'elles sont reconnues par les experts, comme « cumulant des pathologies sociales et sanitaires ».

Ainsi, depuis les 20 dernières années, le nombre de cas de développement de sida diagnostiqués chez les femmes a régulièrement augmenté. Sur l'ensemble des personnes contaminées, le ratio de 5 hommes pour 1 femme, enregistré au début des années quatre-vingt-dix, est passé à 2,8 femmes en 2001.

Selon le dernier rapport Delfraissy, 26 % des nouveaux cas des personnes enregistrées comme séropositives sont des femmes. Il est vrai que celles-ci sont plutôt les oubliées des campagnes de prévention, ainsi que des protocoles des recherches fondamentales, voire cliniques. Les femmes intéresseraient-elles moins les chercheurs et les laboratoires en tant que relais de transmission du VIH, ou cela ne les concernerait-il que dans un contexte de cas de transmission de la mère à l'enfant, au sein d'une politique globale de la famille ?

Il convient de rappeler que jusqu'en 1998, les femmes ont été dépendantes uniquement du bon vouloir des décideurs et des gouvernants (en général, des postes détenus par des hommes...), qui ne s'intéressaient à elles que comme... relais de transmission.

Pourtant, bien avant cette date, le préservatif masculin circulait déjà. Or, le préservatif féminin, s'il n'a fait son apparition que bien plus tard, est toujours difficilement accessible en France. À commencer par son prix : 6 à 10 fois plus cher que le préservatif masculin ! De plus, aucune campagne officielle de publicité ne l'a accompagné. Pire : il est quasiment indisponible, dans la plupart des pharmacies de ville ou dans les lieux de grande distribution.

La maladie du sida continue donc à se propager et à confiner les femmes au sein d'un non accès libre aux moyens de protection et de prévention de la maladie, voire à les laisser affronter d'autres pathologies infectieuses et sexuellement transmissibles. Les femmes sont donc les premières oubliées, de la prévention.

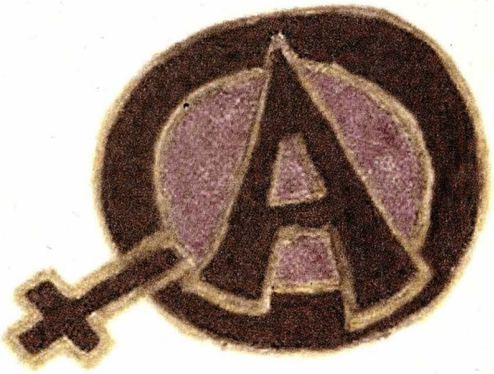
Les institutions s'en foutent et ne prennent même plus la peine d'informer les femmes et surtout les plus jeunes, sur les dangers des rapports sexuels non protégés. Or, les hommes imposent encore trop souvent aux femmes de tels échanges. Les chercheurs et laboratoires pharmaceutiques, quant à eux, ne trouvent aucun intérêt à financer ni à adapter des posologies calculées pour elles. tant que cela ne touche pas la politique familiale et le rapport néo-religieux « mère/enfant »

De fait, les femmes sont bel et bien les oubliées de la prévention, de la recherche et de l'information. Il serait temps de raviver nos pulsions et de donner aux femmes l'occasion de créer et de faire vivre des structures et des lieux fréquentées par elles. Afin d'obtenir un suivi préventif, voire s'adressant aux femmes déjà séropositives. Sans parler des femmes et hommes étrangèr(es) précaires, transgenre ou prostitué(e)s et autres laissé(e)s pour compte de la prévention !

La manifestation du 8 mars ne saura que traduire la colère des femmes séropositives ou exposées au virus, qui refusent le silence entourant les données statistiques. Les femmes ne seront pas les complices des grands laboratoires, ni des lobbies pharmaceutiques ou des institutions, qui négligent leur santé ou refusent de la prévenir. Devant ce problème de fond, le silence doit cesser.

Pour cela, nous serons nombreu(ses) à rejoindre le samedi 8 mars, la manifestation. Pour les libertaires : rendez vous à 14 heures, place de la République, devant GO Sport.

Patrick Schindler
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



Manifestation du 8 mars à Paris

Pour les libertaires : rendez-vous à 14 heures, place de la République, devant GO Sport.

Désertion en Irak

Entre 1990 et 1994, environ 13 000 réfractaires ont refusé la guerre. La grande majorité en fuyant vers le nord de l'Irak, dans la zone contrôlée par les Kurdes.[1] À cette époque, suivant le décret 10/1988 qui était valide pendant la guerre de 1991, les déserteurs encouraient la peine de mort pour une désertion de plus d'un an ou pour une récidive. L'exécution était pratiquée par les militants du parti Ba'ath de Saddam Hussein. Après cette période, et en vertu du décret 115/1994, des milliers de réfractaires furent victimes de tortures. Coupe du lobe de l'oreille et tatouage d'une ligne sur le front. Un réfugié irakien qui fut réfractaire à 22 ans a subi cette torture, il en a fait le récit suivant : « Les quartiers furent raflés systématiquement par les militants du parti. Ils m'ont arrêté ; deux semaines plus tard, ils me transféraient à l'hôpital militaire d'El Qadissiyahz. Ce jour-là, nous étions environ deux cents, pas uniquement des réfractaires ; avec nous se trouvaient des personnes soupçonnées par les militants du parti de propager des "mensonges". Après nous avoir disposés en ligne, ils nous enchaînèrent les mains derrière le dos et nous conduisirent dans des chambres avec des lits. Moi je n'oublierai jamais le moment où ils nous coupèrent l'oreille avec un scalpel. Ils ne pratiquèrent aucune anesthésie. Après avoir coupé les oreilles, ils couvraient la blessure avec un morceau de coton. Nous avons été traités comme des bestiaux. J'ai vu un homme dont le sang coulait du nez qui hurlait de douleur tout en sautant comme une poule à laquelle on a tranché la gorge. Personne ne s'occupa de lui. Parmi nous, certains eurent les deux oreilles coupées.[2] »

En 1998, l'Irak a réintroduit dans son code pénal la peine de mort pour les réfractaires. Avec la menace de guerre actuelle, le nombre de réfractaires ne cesse de croître. En mars 2002, l'agence Irak-Press a rapporté que le refus de l'armée prenait des proportions alarmantes pour le régime. Environ 40 % des appelés ne se présentaient pas à l'incorporation militaire.[3] Cela a eu pour conséquence de raccourcir les permissions des soldats.[4] La traque des réfractaires s'intensifie, même les membres du parti Ba'ath sont menacés s'ils ne dénoncent pas les membres de leur famille qui refusent l'armée.

Malgré toutes ces menaces, le nombre des insoumis et des déserteurs augmente. Seule une minorité d'entre eux pourra fuir le pays, la grande majorité va vivre clandestinement ou bien va gagner le nord du pays tenu par les Kurdes. Ces réfractaires vont avoir besoin de notre solidarité. À ce jour, aucune structure de soutien n'existe pour ceux qui n'ont pu fuir l'Irak.

Traduit de l'allemand par Lou Marin

D'après l'article d'Andreas Speck (porte parole de l'Internationale des résistants à la guerre) paru dans Graswurzelrevolution en décembre 2002

1. De *Volkskrant*, Pays-Bas, le 2 novembre 1994.
2. Fédération Internationale de la Ligue des droits de l'homme, Paris, 2002.
3. Desertion reaches alarming rates in Iraqi army, Irak-Press, 30 mars 2002.
4. Iraq army cancels leave, mounts patrols to hunt down deserters, Irak-Press, 21 juillet 2002.

Israël

Douze apôtres ?

Ce sont à présent 12 objecteurs de conscience qui sont en prison, plusieurs d'entre eux pour la sixième ou septième fois. Deux objecteurs de conscience ont commencé une grève de la faim il y a peu. Edan Landau, capitaine (réserviste), qui a été emprisonné 14 jours le 21 janvier 2003 avait dit à son premier procès en juillet 2001 : « Notre effort dans les territoires occupés est une guerre répressive entièrement conduite par l'idéologie de colonisation. La population palestinienne est assujettie à la famine, au refus de traitements médicaux, au démolition de maisons et à l'étranglement économique. Je ne prendrai pas part dans ces crimes de guerre. »

Le changement de procédure dans le traitement des objecteurs de conscience est très inquiétant, spécialement par rapport aux appelés qui refusent d'être enrôlés. Dans le passé, la pratique générale était d'exempter un objecteur de conscience du service militaire après qu'il avait passé plus de 90 jours en prison. Maintenant, plusieurs objecteurs de conscience ont dépassé les 100 jours de prison. Le fait que Jonathan Ben-Artzi n'a pas été condamné par le commandant de la base – ce qui serait la procédure normale – mais par le général Gil Regev, chef de la division des effectifs de l'armée, indique que c'est une décision politique émanant des plus niveaux des forces de défenses israéliennes, et non pas une décision erronée d'un quelconque juriste.

Ces développements rendent encore plus important de joindre la campagne en soutien aux objecteurs de conscience israéliens.

Source : War Resisters'International, Internationale des résistants à la guerre.

Turquie

L'objecteur de conscience Mehmet Bal a été libéré

Mehmet Bal a été relâché de la prison militaire le 28 janvier. Cela a été une surprise pour toutes les personnes qui étaient investies dans le soutien de cet objecteur en Turquie.

Comme précédemment rapporté, Mehmet Bal a été arrêté par les services secrets le 22 janvier 2003 et a été transféré à la prison militaire d'Adana. Là-bas, il a été interrogé par un procureur militaire qui a été très attentif aux explications de Mehmet Bal. Bal a indiqué qu'il était objecteur de conscience et qu'il ne se considérait pas comme un déserteur. Le procureur décida de commencer un procès mais sans incarcérer Mehmet Bal. Il voulait le renvoyer dans son unité.

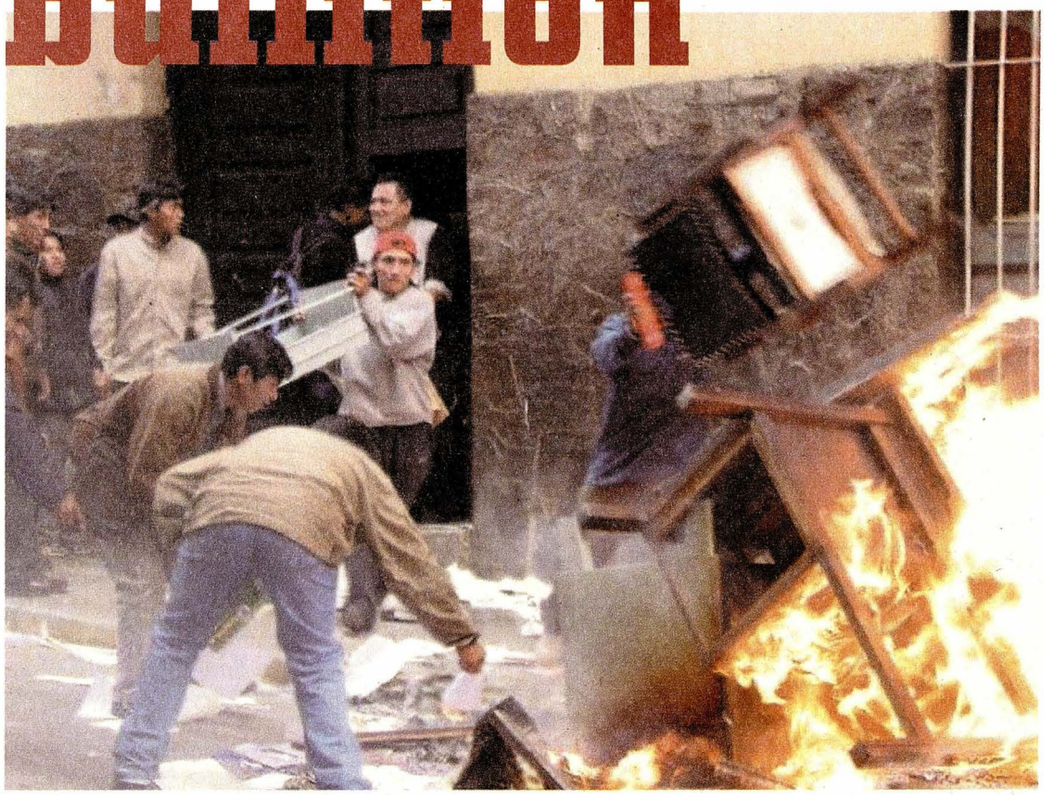
Une fois dans son unité à Mersin, Mehmet Bal a été logé dans les bâtiments des officiers. Le lundi 27 Janvier, le commandant a donné l'ordre de le transférer à l'hôpital militaire d'Adana. Là-bas, on a demandé à Mehmet de se raser (pour prendre une photo) et de remplir une fiche de 550 questions. Mehmet Bal a refusé les deux. En résultat de cela, les docteurs lui ont donné trois mois de vacances pour récupérer, à cause « d'un dérangement social de la personnalité ». Il lui a été ordonné de passer au rapport à l'hôpital militaire d'Ankara à la fin de ces trois mois. Le 28 janvier dans l'après midi, Mehmet Bal était libéré.

Il n'est simple de savoir pourquoi tout ceci s'est passé. Les militants turques pensent que l'épisode entier a été planifié. Ils s'attendent à ce que Mehmet Bal sois exempté pour raisons médicales après la période des trois mois. Mehmet lui-même ne veut pas se présenter après la fin de ses vacances. Il sera probablement arrêté de nouveau en mai ou plus tard.

Source : War Resisters'International, Internationale des résistants à la guerre. wri-irg.org

Le sang bolivien en ébullition

Louis Jazz



La crise sociale, accentuée depuis janvier 2003, s'étend à l'ensemble de la Bolivie. Malgré la violente répression, le peuple détruit les symboles de l'État et se réapproprie des richesses.

MARDI 18 FÉVRIER, à la suite d'affrontements violents, le gouvernement bolivien a présenté sa démission en bloc afin « d'aider le président Gonzalo Sanchez de Lozada à mettre en œuvre une politique d'austérité plus mesurée », annonçait *Libé*, en brève. Sur place, la situation s'apparente à une révolution : incendie des symboles de l'État, destruction du cadastre, renvoi des députés et soutien au principal syndicat.

Depuis 4 mois, Gonzalo Sanchez de Lozada est le président de la République bolivienne. Ce grand défenseur du néolibéralisme, à l'accent américain, personnalise la vente des entreprises nationales et la faillite de l'économie bolivienne. Déjà instigateur de la « loi des hydrocarbures » qui octroie à un prix dérisoire les réserves naturelles du sous-sol bolivien récemment découvertes, le Président « Goni » poursuit sa politique néolibérale : vente du gaz aux États-Unis, fortes répressions des dernières protestations de janvier menées par les cultivateurs de la feuille de coca (cocaleros), maîtres d'école, pensionnés, etc. avec plus de 15 morts. Enfin, suite à une visite de représentants du Fond monétaire international (FMI), Goni a imposé une des restrictions les plus impopulaires : l'« impuestazo », soit un impôt universel de deux fois le salaire minimum, soit 440 bolivianos (1 US$ vaut 7,56 Bs).

Le gouvernement a l'habitude de voir les partis politiques d'opposition et leurs leaders courber l'échine lorsque les conflits deviennent décisifs. Ce principe d'autorité préconisé par le ministre de gouvernement Sanchez Berzaïn a fonctionné jusqu'il y a peu. Mais aujourd'hui, loin des négociations des leaders d'opposition et loin des divergences politiques, l'ensemble d'un peuple se soulève et exprime son malaise et sa rage.

Trois journées sanglantes

« Ce qui vient de se passer est une manifestation très représentative de l'érosion de l'autorité étatique, dans un simulacre de gouvernement démocratique. » Vers 10 heures, le matin du 12 février 2003, les étudiants du collège Ayacucho de La Paz descendent dans les rues pour protester contre le licenciement du directeur du collège pour raisons politiques. Après être passés par les rues principales du centre de la ville, les collégiens se dirigent d'un pas décidé vers la place Murillo, où se trouve le palais présidentiel. Ils seront accueillis à coups de gaz lacrymogène par la police militaire qui garde les lieux. La police n'intervient pas : elle s'est mutinée la veille en protestation contre l'« impuestazo ». Les policiers figurent en effet parmi les salaires les plus bas du pays et seront donc directement touchés par cette mesure dictée par le FMI.

À coup de pierres, les collégiens refoulent les effectifs militaires dans le palais présidentiel. La voie est libre : les jeunes envahissent la place Murillo, s'arment de pierres et défoncent les vitres du bâtiment. Jusqu'à ce que la police militaire lance quelques gaz lacrymogènes à travers les vitres brisées. La foule se disperse. Mais à l'autre bout de la place, des manifestants se sont positionnés pour protester contre la mesure du gouvernement. Derrière eux, plus d'une centaine de policiers arrivent armés et lancent des gaz lacrymogènes en direction du palais. Les effectifs militaires sortent pour riposter. Et les civils sont pris au milieu d'une incroyable fusillade qui a duré 15 minutes. Il est un peu plus de 13 heures. La place n'est plus qu'un champ de bataille : les pierres des collégiens, les gaz lacrymogènes puis les balles en caoutchouc ont laissé place aux balles réelles. Les « francs-tireurs », cachés derrière le blason national, ont pris position sur le toit du palais présidentiel.

Profitant de cette trêve, Freddy Teodovich, en charge de la défense, tente de dialoguer avec suite page 12

suite de la page 11 les policiers tandis que le ministre Sanchez Berzaïn donne une conférence de presse dans le palais : « Tout va bientôt rentrer dans l'ordre ». Mais les journalistes, eux, ont le sentiment que la situation se détériore : les détonations de gaz et le bruit des rafales de mitraillettes se font entendre à nouveau sur la place. Les affrontements ont repris de plus belle, le pouvoir en place est sérieusement menacé.

Jeunes policiers et soldats

Une grande partie des militaires sont collégiens et effectuent leur service militaire. Triste combat fratricide. La majorité des militaires ne comprend pas ce qui se passe : ils obéissent aux ordres et, surtout, défendent leur vie. Au nom de quoi ? Au nom d'une patrie en lambeaux, vendue.

« À coup de pierres, les collégiens refoulent les effectifs militaires dans le palais présidentiel. La voie est libre : les jeunes envahissent la place Murillo, s'arment de pierres et défoncent les vitres du bâtiment. »

Les combats s'intensifient entre les deux bandes armées. Des civils appuient les policiers et mettent le feu à divers endroits afin de dissiper les gaz. Certains sont blessés, d'autres tués. Ce sont les policiers qui souffrent le plus de pertes, les ambulances tentent de se frayer un chemin au sein de la foule, les francs-tireurs font des ravages, une vendeuse de boisson tente de distribuer de l'eau aux policiers, les journalistes risquent leur vie.

À 16h20, on compte déjà 8 morts, en majorité des policiers. Et le président Goni, blême, prononce un discours d'une voix d'automate : « Je suis très attristé de voir comment s'affrontent les frères boliviens membres des institutions fondamentales de notre histoire et de notre République. Ce n'est plus possible, cela doit cesser. C'est pour cela que j'ai pris la décision de retirer le projet de budget 2003 que j'ai envoyé au Congrès pour son approbation, que Dieu sauve la Bolivie. » Si l'« Impuestazo » est mis en déroute et que l'on se réjouit de l'échec du néolibéralisme, le Président et le néolibéralisme sont toujours au pouvoir.

Les symboles de l'État

Ce discours pathétique ne suffira pas à faire cesser les affrontements et à calmer la colère populaire. En fin de journée, on dénombrera 16 morts et plus de 75 blessés. Et le Président reprendra l'antenne, entouré cette fois des plus hauts dirigeants de la police et de l'armée pour ordonner le retrait des deux forces : « Je vous en conjure... » Ce sera fait, mais tard. Le général de la police couvre, en pleurs, le corps de deux policiers morts avec le veston de son uniforme, il menace de renoncer à ses fonctions.

À 17 heures, le ministère du Travail est attaqué et incendié par la population. Contrairement à ce que prétendent les médias, ce ne furent pas des pillages mais une attaque sans précédent des symboles de l'État. Quarante-cinq minutes plus tard, c'est au tour du grand bâtiment de la Vice-présidence d'être attaqué et incendié. Mais, à 18h15, la police militaire, toujours appuyée par les francs-tireurs, tire dans la foule.

Lorsque la nuit commence à tomber, les attaques s'étendent à El Alto, ville contiguë à La Paz et beaucoup plus pauvre qu'elle. Les habitants s'en prennent directement à la mairie de El Alto, qui sera entièrement détruite par les flammes. Elle a brûlé durant 24 heures. Les centres commerciaux et les commerces commencent eux-aussi à être la cible des attaques : certains seront entièrement détruits et saccagés, suite à des actes de réappropriation. À 21 heures, ce sera au tour du ministère du Développement durable d'être ravagé par les flammes. Un quart d'heure plus tard, les attaques se tournent vers la « Cervecería Nacional de Bolivia », la fabrique de bière « bolivienne », aux mains du géant hollandais Heineken. Une partie de la prison San Pedro de la ville est en flammes.

Les petits commerçants s'organisent, dressent des fils barbelés dans les rues et autours de leurs magasins et se munissent de bâtons et parfois d'armes à feu... Un véritable chaos s'installe.

Destruction du cadastre

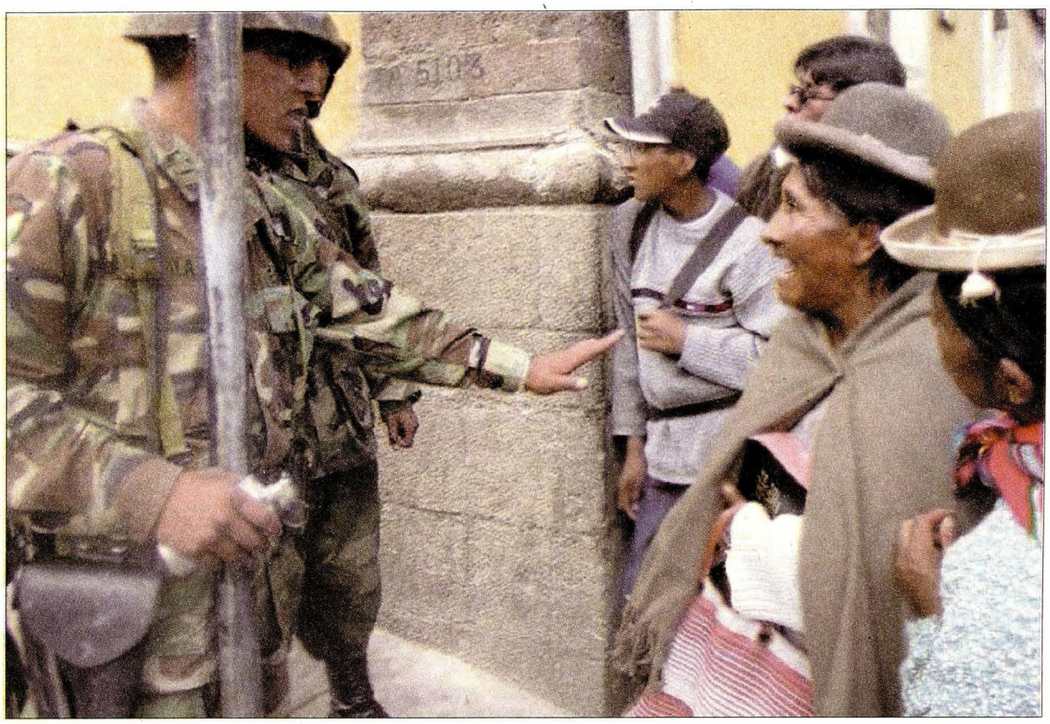
La révolte s'est également étendue à tout le pays, dans le villes principales comme Santa Cruz, Sucre, Tarija, Cochabamba, etc. Les blocages de routes se mettent en place au Chapare. La COB (Central Obrera Boliviana), le plus important syndicat de Bolivie, décrète une grève de 24 heures et une grande marche le lendemain sur La Paz, le gouvernement décrète, lui, l'arrêt des activités pour le lendemain, les policiers et militaires se donnent une trêve nocturne et le dialogue commence.

Mais la nuit ne fait que commencer. Les attaques sont multiples, des centaines de jeunes descendent dans les rues : les « fils de rien » peuvent enfin abattre le mur qui les sépare du monde des riches. Ils se réapproprient ce qu'ils veulent. Nuit de rage et d'euphorie. À El Alto, les papiers du cadastre sont détruits. « Aguas de Illimani » (Service de distribution des eaux), « Elecropaz » (Électricité), les péages de l'autoroute, les hangars de la douane et des banques sont tous détruits. Trois chaînes de télévision, RTP, Bolivisión et Canal 7 n'émettent plus pour cause de sécurité. De petits groupes de policiers se constituent pour tenter de contrôler la révolte.

Un gamin de pas plus de 10 ans vient vers nous et nous dit en regardant brûler le bâtiment du ministère du Développement

Photos : Indimedia Argentine

durable : « Les drapeaux sont toujours là. Ce sera plus pour longtemps ! »



La COB dans la rue

Le jeudi 13 février comptera 17 morts supplémentaires et plus de 40 blessés. Alors que vers 10 heures le cortège de la COB s'assemble, des tanks prennent place aux alentours de la place Murillo. Un hélicoptère survole la ville de La Paz et dépose des hommes sur les points les plus élevés de la ville. « Ce sont des francs-tireurs », disent les rumeurs. Le cortège de la COB réunit un nombre important de secteurs ; la revendication de la marche est claire : la démission de Goni. Opportunistes, les députés d'opposition, taiseux jusqu'à présent, se sont glissés dans le cortège.

L'objectif de la COB : entrer sur la place Murillo. Mais la manifestation est réprimée dès son départ ; aussi la marche se divise pour atteindre son but. La Cour suprême est attaquée ainsi que le ministère de la Justice. Des voitures en flammes jonchent les rues. À l'arrivée, place Murillo, les manifestants sont la cible des balles de la police militaire. Il y aura 8 morts à La Paz. Au moins 7 franc-tireurs ont été placés par hélicoptère ; ils tueront notamment une jeune infirmière de 24 ans et un médecin, tous deux sur les lieux des affrontements avec un gilet de la Croix-Rouge. On parle ici à juste titre de la caste des « sans-consciences », ces franc-tireurs. Au gouvernement, personne ne sait d'où ils viennent, on nie même leur existence, malgré l'évidence. Tout va bien…

À El Alto, la violence n'est pas moindre : l'hélicoptère des francs-tireurs est aussi passé. Les tanks sont également présents. Des attaques contre Coca-Cola s'organisent, mais Pepsi, juste à côté, reste intact. « Coca-cola a des capitaux chiliens », selon les assaillants : « On n'attaquera pas Pepsi car la majorité de ses fonds sont boliviens ». Cette attaque se soldera par un mort, une balle dans la nuque. Il y aura 7 autres tués à El Alto.

Le fameux hélicoptère repassera vers 17 heures, apparemment pour reprendre les hommes, une fois leur mission accomplie.

Vendredi 14, le gouvernement, acculé, joue la carte de la manipulation médiatique. Il prétend que l'on aurait tenté d'assassiner le Président, pour réaliser un coup d'État. La population exige des preuves. Et voilà que les intéressés montrent des impacts de balles dans la salle où se trouvait le Président lors des affrontements. Et ce serait l'œuvre d'un franc-tireur… La police aurait-elle, aussi, placé des franc-tireurs ? Des médias officiels le prétendent. Pourtant si la police a protesté contre l'« Impuestazo », et si dans l'affrontement elle a eu la possibilité de prendre le palais présidentiel, le coup d'État n'était pas l'objectif initial. Beaucoup d'éléments tendent à prouver que les balles retrouvées dans le cabinet du Président ont été tirées après les affrontements. En réalité, tout le monde est sceptique. L'invention du coup d'État tenterait de détourner l'attention de la légitimité du Président au pouvoir. Il s'y accrochera comme un chien à son os.

Un capitaine des forces armées aériennes est arrêté. On le soupçonne d'être un franc-tireur. Mais le gouvernement estime que les preuves contre lui ne sont pas suffisantes. Lors de sa capture, il a été en tous les cas bien tabassé.

Deuil et « démocratie »

Ce vendredi se déroule également l'enterrement des défunts. 14 civils, 4 militaires et 11 policiers, considérés comme héros populaires. La scène est émouvante. Des députés du parti du Président, le MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario) tentent de s'immiscer en preuve de solidarité ; ils en seront expulsés par des injures.

Via son chancelier, le gouvernement bolivien demande l'aide de l'OEA (Organisation des États d'Amérique) pour sauver la démocratie. Quelle démocratie ? Démocratie sous une botte de fer, défendue corps et âmes par les militaires. Sur les murs de la place Murillo, il a été inscrit avec le sang des victimes : « Goni Asesino ».

Les pertes s'estiment à 5 563 475 de dollars américains pour la ville de La Paz, et à 3 336 000 de dollars pour El Alto, la ville la plus jeune et la plus haute du monde.

Le samedi, tout le monde donne son avis. « J'étais à la place Murillo, et mon opinion est la suivante… ». Et chacun compte et recompte les victimes. Le Président se croit toujours victime d'une tentative de coup d'État ; il est encore « sous le choc ». Les médias, ignobles et hypocrites, s'insurgent contre les attaques contre « la propriété privée et publique », perpétrées par de prétendus « ivrognes et drogués ». Même s'il y a eu des abus de pillages, la majorité des attaques ont été effectuées par des personnes saines, aux cris de « Le peuple ne vole pas ». Les gens saccageaient les symboles du pouvoir et de ses inégalités, des bâtiments dont la seule richesse est une provocation devant tant de pauvreté.

Les conseils du Pentagone

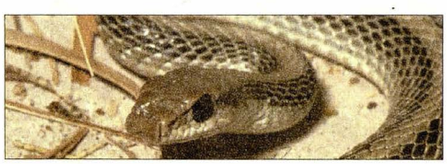
Le ministre de la Défense, Freddy Gasser a rendu visite il y a quelques mois au Pentagone pour débattre du renforcement de l'aide militaire à la Bolivie. On lui a proposé de réduire les effectifs policiers, de renforcer l'armée. La stratégie des francs-tireurs proviendrait-elle aussi de-là ? Il n'est pas certain que ces personnes, déposées le temps d'une mission, soient en contact avec leurs supérieurs. Il semble que la mission terminée, ces assassins doivent se débrouiller seuls pour échapper. Un désavantage qui serait contrebalancé par le juteux contrat du « permis de tuer ».

Mais pourquoi vouloir réduire les effectifs policiers ? La personne qui a pris la tête de la mutinerie, David Vargas Flores fait partie de la génération des policiers qui a reçu une très bonne formation intellectuelle et qui a toujours fortement critiqué la soumission de ses supérieurs devant les politiciens. David Vargas est sociologue ; il a déclaré n'être que le plus ancien et ne représenter ses subordonnés qu'à ce titre. Pourquoi réduire les effectifs de police ? Parce qu'un policier conscient n'est pas utile à l'État… **L. J.**

Hâtons-nous de rendre la philosophie populaire

Michel Onfray

Sous le signe de cette phrase de Diderot, Michel Onfray crée une Université populaire à Caen. Il présente ici son projet.



Lorsque zarathoustra eut atteint l'âge de trente ans, il quitta son pays natal et le lac de son pays natal et s'en alla dans la montagne. Là il jouit de son esprit et de sa solitude et durant dix ans ne s'en lassa pas. Mais enfin son coeur se transforma – et un matin il se leva avant l'aube, se plaça devant le soleil et lui parla ainsi :
« Ô grand astre ! Que serait ton bonheur si tu n'avais pas ceux que tu éclaires !
[...]
» Bénis la coupe qui veut déborder pour que son eau, coulant à flots dorés, porte partout le reflet de ta joie !
» Vois ! Cette coupe veut se vider encore, et Zarathoustra veut redevenir homme »

Fredrich Nietzsche,
Ainsi parlait Zarathoustra

La rentrée scolaire 2002 est finalement la première que je n'ai pas faite depuis mon entrée en classe de CP ! Dix-huit ans sur le banc des salles de classe comme étudiant puis vingt ans sur l'estrade en tant qu'enseignant, en fait je n'ai jamais quitté l'école... Quand j'y pense, il y a matière à frissons et à confidences sur le divan ! Rompre avec ce schéma et cette logique ne s'est évidemment pas fait sans de longues réflexions solitaires en amont. Finalement, j'ai quitté mes élèves avec tristesse, mais l'Éducation nationale avec un réel plaisir...

Désormais libre, je n'avais pas envie de thésauriser mon savoir et ma culture en me contentant de gérer ma petite entreprise égotique d'écriture, de publications et de rencontres avec un public soit sur le mode VRP des conférences en librairie, soit sur le principe médiatique du consentement à deux ou trois émissions sur dix qui me sont proposées. Mon option libertaire me conduit à envisager mes acquis non pas comme un bénéfice à capitaliser en vue de rentes juteuses, mais comme une chance à dépenser de manière ludique et joyeuse. D'où mon projet d'Université populaire.

Je tournais autour d'une formule qui conserverait le meilleur de l'université et des rencontres informelles avec le public : la rigueur d'un contenu transmis dans les règles, le projet d'évolution dynamique de cet enseignement sur le modèle des cycles, la perspective initiatique inscrite dans la durée d'un séminaire annuel, le partage de trouvailles sur des recherches en cours ; mais aussi l'échange socratique ironique, l'usage d'une rhétorique soucieuse et respectueuse du questionnement de l'auditeur, la liberté intégrale et la gratuité absolue, dans tous les sens du terme (ni diplômes requis ou délivrés, ni droits d'inscription, ni contrôles), un genre de générosité consumée dans une dépense sans obligations ni sanctions.

À l'heure du cours inaugural – à l'amphithéâtre du musée des Beaux-Arts de Caen –, je souhaitais placer cette entreprise sous le signe de quelques philosophes dont la lecture m'accompagne depuis longtemps. Je n'ai pas envie d'une indexation à leur corps défendant, mais d'un genre d'hommage rendu ; je ne souhaite pas une prise d'otage, une captation d'héritage ou la revendication d'une filiation légitimante, mais des références qui valent comme autant de révérences, car je me suis nourri de ces pensées à la manière d'un affamé que ne rassasiaient pas les philosophes officiels de l'institution. À cette poignée de penseurs critiques, j'ai emprunté quelques notions utiles pour définir l'identité de cette Université populaire.

Étudiant en philosophie à l'université de Caen, fin des années soixante-dix, début des années quatre-vingt, j'ai lu et aimé les pages consacrées par François Châtelet à *la Philosophie des professeurs* (1970). Lorsque je me suis retrouvé devant mes élèves, j'ai pu mesurer combien il avait raison de présenter la discipline potentiellement dangereuse pour l'ordre moral et social comme une matière dévitalisée par l'artifice d'une liste d'auteurs et de notions officielles d'un programme, l'ensemble visant la production en fin d'année d'une dissertation ou d'un commentaire de texte coefficienté dont la note, neuf fois sur dix catastrophique, disparaît dans le chiffre des autres matières.

Vingt ans de pratique en lycée technique m'ont démontré à satiété combien la philosophie agit tel un prétexte pour laisser croire à la libéralité d'un système qui autorise qu'on pense, certes, mais oblige cette pensée à se couler dans un moule qui la châtre sous peine de sanctions. À l'heure où pour remédier à l'état des lieux on surcharge et complète la liste des auteurs au programme avec des saints, des libéraux, des religieux, des mystiques, à quoi l'on ajoute une refonte des

notions qui permet subtilement de supprimer la philosophie au nom de l'histoire de la philosophie (moins dangereuse et plus facile à noter), je ne souhaite plus bricoler dans l'incurable.

Dans l'esprit d'un François Châtelet qui célèbre une philosophie critique, utilisable pratiquement dans le champ social et politique de son temps, il faut citer Jacques Derrida et ses travaux publiés sous le titre *Du droit à la philosophie* (1990). Où l'on apprend sur les conditions d'accès à la philosophie aussi bien pour les professeurs que pour les élèves (avec qui la mettre en scène?), ses usages scolaires et non scolaires, l'extrême réduction des lieux et des supports où elle se pratique (où et comment?), les instances qui légitiment les discours philosophiques (lesquelles et au nom de quoi?). Mais aussi, et plus important en ce qui concerne ce projet d'UP, ses analyses sur la possibilité d'une authentique philosophie populaire, débat dans lequel Kant propose déjà sa solution en invitant qu'on y tende – voire la préface à la *Doctrine du droit*, première partie de la *Métaphysique des mœurs*. Ici comme ailleurs, la démocratie comme remède à la démagogie.

Je tiens à cette idée qu'on peut tenir une bonne distance entre le discours professionnel des spécialistes qui s'adressent exclusivement à leurs semblables, formant ainsi une communauté d'autistes satisfaits, et les marchands d'idées dans le vent tout à la gestion et à la promotion de leur trajet mondain. Ni la poussière des archives ni le plateau de télévision comme horizons indépassables de la pratique philosophique, mais un équilibre entre la bibliothèque et la diffusion publique du résultat de ses travaux et recherches. L'ensemble oblige au langage, à la forme et à la formule à même de rencontrer puis retenir le public désireux de philosophie.

Car il existe une réelle demande philosophique à laquelle il s'agit de proposer une offre digne de ce nom. Pour ce faire on lira avec bénéfice *la Demande philosophique* (1996) de Jacques Bouveresse qui réactive les options kantiennes: oui à la pratique populaire de la philosophie, certes, mais avec d'extrêmes réserves et avec l'obligation impérieuse de ne pas sacrifier à la rigueur, à l'analyse et à la recherche. Du temps, de la patience, du travail pour les demandeurs et pour les acteurs de l'offre: à l'évidence le droit à la philosophie oblige aux devoirs à son endroit.

Photo: Alain Szczuczynski, in Michel Onfray, *Esthétique du Pôle nord*

Contre l'époque qui se caractérise plus par la revendication des droits que par l'observance de devoirs, Jacques Bouveresse invite à articuler ces deux temps pour obtenir une force digne de ce nom. Je souscris à cette volonté d'exiger du demandeur pour seul contre-don à l'offre philosophique qu'on lui fait un engagement à se hisser jusqu'à la philosophie et non une revendication qu'elle descende au niveau où il se trouve. D'autant que cette idée permet de comprendre le sens de l'ascèse cynique et de saisir en quoi Bouveresse est bien ce Diogène au Collège de France qu'il dit être (*le Philosophe et le Réel* – 1998).

Dans la logique de ces aveux généalogiques je retiens de Pierre Bourdieu les analyses de l'intellectuel collectif développées dans le deuxième volume de *Contre-feux* (2001). Pour faire face à la pratique onaniste d'intellectuels soucieux de performances individuelles à même de permettre un positionnement dans le champ philosophique utile pour obtenir ensuite des bénéfices sonnants et trébuchants, l'intellectuel collectif suppose des actions communes, des associations d'égoïstes, pour le dire dans les termes de Max Stirner: il s'agit de passer des contrats ponctuels pour travailler ensemble, puis agir, afin de produire des effets concrets sur le terrain politique et social du moment. Par exemple, les recherche d'un Foucault sur la folie, les prisons ou l'homosexualité ont ainsi trouvé leur sens dans le prolongement militant.

L'Université populaire n'appartient à personne, sauf à ceux qui s'en emparent. L'idée surgit au XIXe siècle à l'époque sinistre de l'Affaire Dreyfus, elle peut exister encore et toujours – aujourd'hui plus que jamais.

Pour ce faire, il faut envisager le travail en commun comme autant d'occasions de formuler ce que Nietzsche – et Deleuze après lui – appelait de nouvelles possibilités d'existence. Y travailler, y réfléchir, discuter des formes alternatives qui apparaissent ici ou là dans l'histoire. La formule caennaise se compose d'un atelier de pratique philosophique destinée aux enfants entre huit et douze ans (Gilles Geneviève), puis de séminaires consacrés aux féminismes (Séverine Auffret), aux idées politiques (Gérard Pouloin), à la philosophie générale (Raphaël Enthoven) et à l'hédonisme (moi-même).

À l'heure où Mai 68 passe pour la racine de tous nos maux il s'agit moins de l'achever comme une bête malade afin de s'en débarrasser que de le parachever et de l'accomplir sur le terrain des idées: dépasser la négativité de ce moment heureux de l'histoire qui a détruit, cassé, brisé nombre d'archaïsmes, certes, mais sans toujours beaucoup apporter d'idées alternatives, de propositions concrètes, de forces actives, d'éthiques et de politiques de substitution, de théories praticables pour notre époque présentée comme fatalement soumise au libéralisme. L'Université populaire s'y attelle forte de ce que le public fera d'elle... **M.O.**

Michel Onfray, né en 1959, a écrit une vingtaine de livres dans lesquels il formule un projet hédoniste éthique (*La Sculpture de soi*, prix Médicis de l'essai 1993; *Le Désir d'être un volcan*, 1996), érotique (*Théorie du corps amoureux*, 2000), pédagogique (*Antimanuel de philosophie*, 2001). Il signe, en 1997, son traité de résistance et d'insoumission, *Politique du rebelle*, et, en 2002, un hommage à Pierre Bourdieu, *Célébration du génie colérique*.

Pourquoi sommes-nous si mal informés ?

Groupe de Strasbourg
de la Fédération anarchiste

Dans les médias, les informations défilent et se superposent à une telle vitesse qu'il est impossible d'y comprendre quoi que ce soit et encore moins de se construire une opinion critique. On est enfermé dans des schémas ultra simplistes. On peut regarder quotidiennement le journal télévisé, et même lire le journal, sans réellement comprendre ce qui se passe. Pire encore : on croit savoir.

Lorsqu'on vit directement des événements relatés par les médias ou bien lorsqu'on approfondit ses connaissances sur un thème abordé par les médias, on est frappé par le fossé qu'il y a entre la réalité et sa version journalistique. On est alors tenté par une interprétation manichéenne dans laquelle une censure directe s'exercerait de la part des institutions et des entreprises de presse sur la production de l'information. Or, les mécanismes de manipulation sont beaucoup plus subtils, et les contraintes économiques y jouent un rôle central.

Les médias représentent un outil de pouvoir énorme. Le « bon » fonctionnement de nos « démocraties » modernes nécessite le consentement de la majorité, et c'est à travers les médias que se crée ce consentement. Les puissances réelles que sont les pouvoirs économiques et le pouvoir étatique sont donc amenées à prendre en main cet outil d'influance, tout en respectant une façade démocratique.

Information marchandise

Pour comprendre le fonctionnement médiatique, il faut garder à l'esprit que les entreprises de presse sont des entreprises commerciales. Le principal but de leurs propriétaires est qu'elles leur rapportent de l'argent : l'information devient une marchandise comme une autre. Les ventes sont de moins en moins la principale source de financement (encadré) : ce qui rapporte, c'est de vendre de l'audience, un lectorat à des annonceurs publicitaires. Et plus il y a des personnes susceptibles de voir la publicité, plus l'espace publicitaire rapporte. Les entreprises de presse concentrent donc leur énergie sur la vente d'espace publicitaire.

Ce fonctionnement a bien sûr de profondes répercussions sur le contenu des médias en termes d'information. Pour gagner de l'argent, c'est-à-dire surtout pour vendre de l'espace publicitaire, il est nécessaire de capter le plus large public possible. Donc, au lieu d'avoir pour but d'informer, les médias vont produire un contenu qui va attirer un maximum de personnes. Ce qui va être mis en avant c'est l'information la plus spectaculaire, la plus facile à comprendre, voire la plus divertissante (le sport, notamment). Constamment les médias cherchent le plus petit dénominateur commun, c'est ainsi que l'information est traitée sur un registre émotionnel. Présenter un événement d'un point de vue émotionnel va bien plus capter l'attention du public que l'analyse de ses causes, celles-ci pouvant être relativement complexes et difficiles à expliquer pendant la minute trente d'un reportage télévisé… D'autre part, pour ne pas perdre son lectorat, ou son audience, chaque média se doit de ne pas remettre en cause les certitudes des gens. De ce fait, le discours véhiculé est très consensuel, il reste dans le cadre des normes les plus largement acceptées, il délivre le discours dominant. Au lieu d'informer, d'apporter quelque chose de nouveau, on se rend compte que les médias, pour une très large part, ne font que répéter ce que les gens pensent déjà. Et c'est lorsqu'il y a parfaite symétrie entre ce que le public pense et ce que les médias disent que ces derniers font les meilleures audiences ou possèdent le lectorat le plus large. Serge July, directeur de *Libération*, affirmait à la création du journal : « Moi vivant, il n'y aura pas de publicité dans *Libération*. » Que de renoncements depuis…

Pourcentage des revenus publicitaires.
Les journaux américains et français.*

Moyenne aux États-Unis : 80 %
Moyenne en France : 44 %
Le Figaro : 70 %
Le Monde : 21 %

* Chiffres 1998. La Documentation française. Rodney Benson, *la Logique du profit dans les médias américains*, Actes III, 2001.

Journalistes précaires, autocensure

À la base de la hiérarchie médiatique, il y a les journalistes, ceux qui collectent et mettent en forme l'information. Et, parmi eux, les journalistes précaires, les pigistes, occupent une place de plus en plus grande. La proportion de pigistes est passée de 7,1 % en 1965 à 18,5 % en 1998 [1], et cette proportion est beaucoup plus grande si on tient compte des pigistes non titulaires de la carte de presse, et l'ensemble des autres journalistes à statut précaire. « Dans ce rapport marchand régi par la loi de l'offre et de la demande, les pigistes sont dépendants du pouvoir des rédacteurs en chef. [...] Si les propositions de papiers ou de reportages sont acceptés ou refusés au nom de la qualité rédactionnelle, en réalité, la décision dépend très largement de l'appréciation personnelle et subjective du rédacteur en chef, lui-même tributaire des exigences économiques [...]. »[2] Obligé de vendre ses reportages pour vivre, le pigiste réussit d'autant mieux qu'il incorpore dans sa propre vision du monde les contraintes économiques de l'acheteur. Il développe ainsi une autocensure qui s'exerce de plus en plus automatiquement au fur et à mesure qu'il intègre les contraintes de son métier.

Sources institutionnelles journalisme de révérence

Pressés par ces contraintes, les journalistes reprennent de façon abusive des sources d'information très faciles. Les informations délivrées par les services de communication de l'État, des entreprises, des grandes institutions (FMI, banques centrales, etc.) sont très pratiques, très peu coûteuses car il suffit de reprendre leur discours, de recopier leurs dossiers de presse.

Les États ou les entreprises n'ont évidemment pas pour but d'informer. Les entreprises cherchent à vendre leurs produits ou à justifier leur activité. Combien de fois a-t-on pu voir des articles sur l'usine de retraitement de déchets nucléaires située à La Hague et qui reprenaient point par point tous les arguments de la Cogema, propriétaire de l'usine. Dans le cas des États, ceux-ci doivent constamment justifier aux yeux de leur opinion leurs actions, leurs décisions. Il faut « fabriquer le consentement » (N. Chomsky).

Jamais, lors de l'intervention française au Rwanda il n'a été question de protéger les génocideurs, mais le discours de l'État, repris par les médias, parlait de « guerre humanitaire »... De ce fait, les médias deviennent des relais de la propagande des États ou des grandes entreprises.

C'est sûrement pendant les conflits armés que cela est le plus flagrant. Les seules sources d'information sont les États belligérants, et les médiad favorisent l'État dont leur pays est l'allié. Pendant l'intervention de l'Otan au Kosovo, la quasi-totalité des informations délivrées par l'Otan étaient reprises telles quelles dans les médiad sans qu'il ait de vérification. Dans le cas plus actuel de l'Afghanistan, la situation est similaire.

C'est l'administration américaine qui sert de source quasi unique. Elle a ainsi pu annoncer presque simultanément l'encerclement – dans un périmètre de 80 kilomètres – de Ben Laden et avouer ne pas savoir si ce « nouveau Satan » se trouvait encore dans le pays ; à chaque fois, l'administration américaine était citée comme source.

Le lien qui se crée entre le journaliste et son interlocuteur institutionnel, crée une situation de dépendance malsaine. Si le journaliste veut maintenir sa source de « scoops » il ne doit pas se montrer trop critique a son égard.[3]

L'exemple est extrême, au Japon, où les journalistes se réunissent avec les dirigeants au sein de « clubs ». L'accès à ces clubs est conditionné par une accréditation qui peut lui être retirée si celui-ci ne se montre pas assez révérencieux.

Les agences de presse sont une autre source facile pour les journalistes. Dans la presse française une très grande partie des informations diffusées sont issues de dépêches de l'AFP. C'est ainsi que dans la presse régionale (la plus lue en France), les articles concernant l'actualité nationale et internationale sont presque exclusivement des dépêches de l'AFP, reprises telles quelles.

L'information devient très uniforme et remet en cause le principe démocratique de pluralité de l'information. Un événement non ou mal couvert par l'AFP risque très fortement de passer inaperçu.

Constamment à l'affût des moindres faits et gestes des concurrents, personne ne lit plus la presse que les journalistes eux-mêmes. Se recopiant entre eux, une grande partie de « l'information » circule en vase clos. Les journalistes évoluent eux aussi dans un petit monde. Plus on monte dans la hiérarchie, plus ils sont carriéristes, plus ils privilégient la « respectabilité » et l'acquiescement des milieux du pouvoir. Pour justifier leur rôle, ils se voient investis d'une mission « éducative » vis-à-vis des audiences « ignorantes » souvent considérées avec mépris. En quête de clients faciles, ces journalistes font constamment appel aux mêmes experts et invités permanents, toujours prêts à répéter les vérités officielles.

Pour des médias indépendants

Face à ce système médiatique verrouillé, il s'agit de construire des alternatives. Internet, encore réservé à une petite minorité, est un outil qui recèle un potentiel énorme. Des initiatives telles que Indymedia[4] montrent le chemin... **F.A.**

1. Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels.
2. Gilles Balbastre, *Une information précaire*, Actes III, 2001.
3. Alain Accardo, *Journalistes au quotidien*, Le Mascaret 1995.
4. http://www.indymedia.org

Monologues du Vagin

Désenchantement et espérance – Icône 2001, © Géraldine Langlois

Un livre d'Eve Ensler[1], chœur à trois voix, adapté et mis en scène par Isabelle Rattier[2]

Témoignages de plus de 200 femmes de toutes origines, de tous âges, de toutes conditions sociales, de toutes préférences sexuelles… qui ont confié à l'auteur leurs traumatismes, angoisses, sensations et joies de l'apprentissage de la sexualité à la maternité, du machisme ambiant à la liberté amoureuse.

« Au début, elles étaient timides, elles avaient du mal à parler, mais une fois lancées, on ne pouvait plus les arrêter… ». Les vannes trop longtemps fermées déversent un flot ininterrompu où se côtoient la petite fille, la vieille paysanne, la militante, la lesbienne, la mère de famille, la prostituée, la femme PDG, la dactylo, la noire, la juive, la Bosniaque… **Monologues** tour à tour cri de rage, fou rire jubilatoire et complice, gémissement de plaisir, ode poétique, message d'amour et d'espoir, tracas du quotidien, inventaire à la Prévert, abattement devant l'ignorance et la bêtise, souvenir mélancolique, révélation de l'indicible, découverte d'un monde inconnu…

Vagin, fleur du désir, du dégoût, affublé de cent noms et pourtant jamais nommé.

Vagin écartelé par les viols, mutilé par tradition, épuisé par les accouchements non désirés.

Vagin mouillé par les pleurs et le plaisir.

Vagin inconnu, apprivoisé dans le miroir.

Vagin, Maison dont les femmes découvrent le chemin et qu'elles se réapproprient.

Vagin est dit, murmuré, crié plus de 120 fois dans la pièce.

« Vagin n'est pas un terme pornographique, mais c'est sale me répond-on, si nos petites filles l'entendent, qu'allons nous leur dire ? »

« Quand de plus en plus de femmes diront le mot, le dire ne sera plus un problème. Ça deviendra un mot de notre vocabulaire, un élément de notre vie. Nos vagins seront alors intégrés, respectés et sacrés. La honte disparaîtra et la violence s'arrêtera, parce que les vagins seront admis et réels et qu'ils seront liés à un discours féminin plein de puissance et de sagesse. »

Et pour cela, **Dire** les mauvais traitements à l'égard des femmes, les violences infligées par l'inceste, les mutilations, les traitements pseudo médicaux de la masturbation des petites filles, le harcèlement sexuel, la persécution des lesbiennes, les viols…

« 500 000 femmes sont violées tous les ans dans notre seul pays et nous ne sommes pas en guerre, enfin théoriquement » répondait une amie à Eve Ensler quand elle s'insurgeait contre le calme des réactions, face au viol systématique érigé en tactique de guerre en Bosnie[3].

Mais aussi dire le bonheur d'être une femme, le plaisir d'être amante, de découvrir son vagin, de se reconnaître en tant que corps, en tant qu'être sensuel, sensible sans tabou et sans gène, avec un sexe ayant des poils, une odeur et des débordements.

Quant à la mise en scène, place est faite au texte. Trois femmes vêtues de noir, pieds nus, assises. Regards complices, sourires tendres, éclats de rire, gravité portent l'émotion des mots, étonnent le public. Public curieux, de tout âge, de tout sexe, mais en majorité féminin. En somme, pièce à lire ou/et à voir d'urgence !

Sylvie Di Costanzo

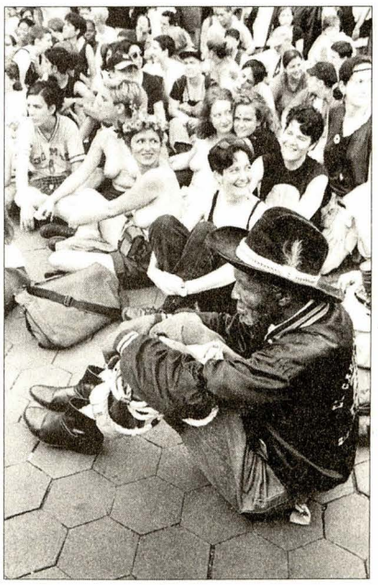
1. Livre (texte intégral) édité aux éditions Balland, disponible à Publico, 145, rue Amelot 75011 Paris, 12 euros + 10 % frais de port.
2. Pièce jouée par trois actrices en alternance B. Lafont, Princess Erika, V. Demouy, F. Richard, S. Vollereaux, H. Delavault, A. Sémenoff et I. Rattier au Petit théatre de Paris, 15, rue Blanche à 19h30 jusqu'au 31 juin et à partir de septembre, tournée en province. 30 euros, 18 pour les chômeurs, 10 pour les moins de 26 ans.
3. Propos faisant échos à ceux de Claude Guillon dans *Le Spectacle du monde* où se cache l'obscénité, quand le rapport ou discours sexuel côtoie l'énoncé d'atrocités au journal de 20 heures ?

Icônes du quotidien, de Géraldine Langlois

« On me demandera le pourquoi de l'image pour présenter cette exposition. Et bien très bien.
» Parce que je parle de la femme.
» Parce que je parle de la vie.
» Parce que je voulais créer un sursaut et que chaque personne qui la reçoit n'y soit indifférent.
» Une image prise de dos, de derrière, comme signe de protestation, de non-conformisme et de renoncement à voir ce que chacun ne veut pas voir.
» Je ne veux pas voir les enfants souffrir,
» Je ne veux pas voir les femmes maltraitées,
» Je ne veux pas voir le commerce des êtres humains ou de leurs organes,
» Je ne veux pas voir l'inégalité grandissante entre les pays dits développés et les pays en voie de développement…
» Et la liste est longue.
» Et le plus inacceptable que mes yeux puissent voir, des bombes humaines tuer d'autres vies. »
Photos de femmes des gitanes du Karnataka, des femmes de Cuba, du Nigeria, du Maroc, de Singapour et de Belgique, femmes que la photographe a rencontrées sur son chemin avec qui lui ont fait partager leur angoisse, leur souffrance face aux difficultés du quotidien ou leur bonheur, leur courage, leur énergie, leur capacité à transmettre la vie, ce qu'elles sont et ce qu'elles vivent.
Géraldine Langlois se veut être un témoin qui alerte, laisse un message et attend écho.

Mali, Femmes touaregs autour de l'enfant, 1993, © Americo Mariano.

Femmes sur tous les fronts



New York gay pride, 1996, © Americo Mariano.

Femmes présentes sur tous les fronts

Expo de photographies Du 1er au 19 mars 2003, mairie du 4e arrondissement de Paris, 2, place Baudoyer, ouvert en semaine de 10 heures à 18 h 30, le jeudi 19 h 30 et samedi de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Pour rencontrer les photographes, vernissage jeudi 6 mars de 18 h 30 à 21 heures.

Femmes insulaires, 3°30′ au Nord de l'Équateur – Île de Bioko, Guinée équatoriale

Géraldine Langlois

Reportage exclusif sur ces femmes partagées entre ruralité traditionnelle et vie urbaine à l'occidentale favorisée par la découverte récente de pétrole.

Bioko, île volcanique, au sol très fertile et au réseau hydraulique important permettent des cultures diversifiées, que les femmes vendent au marché. Ce lien commercial a permis à celles-ci de sortir de leur autarcie, de prendre des responsabilités et d'accéder à l'éducation changeant peu à peu les mentalités.

La population est composée de groupes bantous (Ndow, Fang et Bubi), différenciés par les différentes tresses, tatouages et dessins sur les tabourets.

Géraldine Langlois nous montrent ces femmes au travail, dans les tâches quotidiennes, à la palabre sur le banc devant la maison… des femmes qui peu à peu prennent leur vies en main. Elle capte des regards patients, courageux parfois dures, mais aussi joyeux, rêveurs et sensibles, comme cette jeune femme déterminée à la machette ou cette rêveuse attablée devant des bouteilles…

Le foulard,

Ruth Van der Molen

« Oh! Foulard… Mystère, douceur, sensibilité et d'une souplesse extraordinaire qui protège la tête des femmes en l'embellissant. » Ruth Van der Molen, photographe et dessinatrice de tissus nous invite à un voyage autour du monde à travers ces superbes portraits de femmes portant foulard, turban, madras ou voile aux couleurs lumineuses.

Ses couleurs, ses motifs ou son nouage signifient l'appartenance à une ethnie, une caste, une classe, une famille, un métier, une classe d'âge ou une situation familiale… Au nom de dogme religieux, on voit aussi le visage des femmes disparaître sous ces épais tissus opaques ou grillagés, symbole de l'oppression de la femme.

Aucune différence,

Americo Mariano

« Ce sont des images éparpillées d'une vie sociale, d'une dignité, d'une souffrance, d'un travail, d'un espoir, d'une joie et d'une simplicité et encore plus d'une force intérieure qui permet à toutes ces femmes de vivre, malgré les conditions qui leur sont proposées (imposées). »

De Cuba à New York, en passant par l'Inde ou l'Afrique noire…, du monde rural aux grandes cités, des champs à l'usine, de la cuisine au salon de coiffure, des espaces et rôles traditionnels des femmes aux manifestations dans la rue… Americo Mariano capte avec sensibilité et fraternité les moments du quotidien, la fatique des longues journées de travail, des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, le bonheur simple des pauses, le courage des femmes face à l'adversité, les regards pétillants, revendicatifs ou provocants, les rires complices… Ces photographies ne manquent pas d'interroger, de provoquer, d'émouvoir ou de donner à sourire.

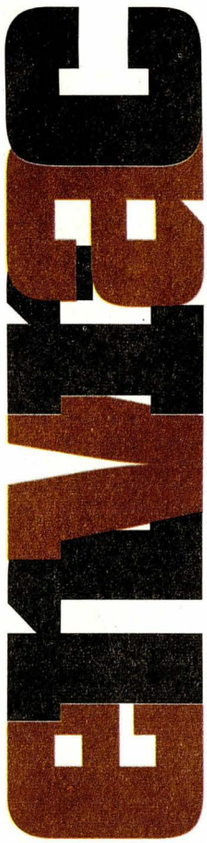
Trombinoscope des employées de la mairie du 4e

Danièle Taulin-Hommel et Kim Powell

Danièle Taulin-Hommel et Kim Powell présentent le personnel des cantines et des bureaux. Portraits en noir et blanc et clichés pris sur le vif, de femmes au travail, parlant des plaisirs et des difficultés qu'elles rencontrent dans l'exercice de leur activité.

Sylvie Di Costanzo

Moka. Les femmes forment des coopératives et cultivent la terre. Initiative très valorisée sur l'île. © Géraldine Langlois.



« **Sur les quais** du vieux Paris », « La complainte de la butte », « Coin de rue », « Mon pote le gitan », « La plus bath des javas », « C'est un mauvais garçon », « Le petit bal perdu »... Ce sont quelques-unes des perles de la gouaille populaire que chante **Riton la Manivelle,** accompagné de son inséparable orgue de barbarie, enfin rassemblées sur une galette compacte. Reléguées aux oubliettes de l'histoire musicale, les impostures du Patrick Bruel! Ici on vous parle d'un disque, d'un vrai, d'un... Ça fleure bon le pavé parisien, la casquette à Gavroche, les ginguettes et ces p'tits bals qu'on dit perdus mais qui résistent encore. Pour preuve, le spectacle « Nicolas la Canaille » que Riton donnera au CICP (21 ter, rue Voltaire, Paname 11e) le dimanche 13 avril à 18 heures. En attendant, tâchez de vous procurer cette petite merveille de vingt titres, histoire de vous remettre un peu de poésie canaille dans la tête et, pourquoi pas d'animer vos prochains caf'conc'!

Dans les 12 euros (plus quelques timbres pour le port) chez Riton la Manivelle, 26, rue du Capitaine-Ferber, 75020 Paris.

La Terrible Vendetta de Storm l'Apatride! Ça sonne barbare comme ça mais rassurez-vous, c'est juste un « mix-zine » des fanzines *Apatride, Storm* et *Vendetta*. Ce hors série assez spécial, qui fait 120 pages A4 (imprimé sur papier recyclé, couverture cartonnée signée Melvin), est fourni avec un disque compact de 80 minutes, dans lequel on retrouve deux à cinq morceaux de chaque groupe interviewé. Au sommaire des interviews: Rapaces (rap politisé), Bolchoï (red oï!), W5! (ska), Puagh (anarchopunk espagnol), Fiction Romance (punk), Kochise (anarchopunk), Hypotalasias (grind), les Brutes (punk rock), Jean Rollin (cinéaste Z) et *Earquake* (fanzine). Au sommaire des textes: L'anarchie est-elle une utopie?, *Le Monde diplomatique*, les frontières, les pubs et le sexisme, les musiciens et le DIY, les sondages, la TV. etc. plus des chroniques de concerts, la tournée des P4 dans l'Est, des BD, de nombreuses chroniques (lecture et musique), des détournements de pubs (végétarisme, armée)...

Tout ça dispo pour 6,50 euros port compris, à l'adresse de Blackhart Distro: Fournel Guillaume, Poste Restante Arnaud Bernard, 31000 Toulouse.

Incontournable pour qui cherche de l'info sur les squats en Europe, le site web **[squat!net]** présente l'actualité des espaces autogérés, qu'il s'agisse de projets, d'actions, ou des répressions dont ils sont régulièrement l'objet. Petit extrait de leur page de présentation: « [squat!net] est né de "Häusermob", un groupe créé en 1995 pour faire face à la répression féroce des squats à Berlin (expulsions, désinformation médiatique... conséquences de la fureur du sénateur berlinois des Affaires intérieures). Le projet "Häusermob sur l'Internet" a donc été lancé début 1997 pour empêcher la destruction des squats et de leur culture, par la mise en place d'une structure de communication alternative destinée à visibiliser les squats et leurs pratiques, à élargir leur champ d'action ainsi qu'à leur permettre une meilleure coordination par le biais des technologies de l'information.

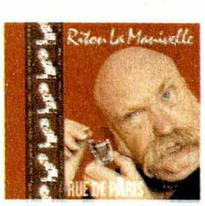
» Aujourd'hui, diverses personnes de par le monde contribuent à faire de [squat!net] un serveur de contre-information international. Pourquoi l'Internet? Parce qu'en critiquant en actes la propriété privée et en contestant souvent la légitimité du système actuel, les squats sont victimes de la répression judiciaire, policière (expulsions), mais aussi médiatique.

» En effet, les médias traditionnels présentent généralement les squatteurs et squatteuses tantôt comme de dangereux-ses délinquant(e)s criminel(le)s, tantôt comme de jeunes paumé(e)s et drogué(e)s. Pour les squats, il s'agit donc de se réapproprier les outils de l'information, et de construire leur propres médias autonomes. [squat!net] est l'un de ces outils, et l'Internet un terrain privilégié de communication à grand nombre de personnes. Mais [squat!net] se veut également un outil de communication au service des squatteurs et squatteuses, pour permettre la coordination et la connexion de différentes initiatives. Notre intention est bien de stimuler la dynamique de l'information. » **http://www.squat.net**

« Penser globalement, agir localement », ce credo anime toujours le mouvement punk, un peu partout sur la planète. Depuis de nombreuses années une petite asso d'Alsace le prouve, en produisant et en distribuant une foultitude de disques underground émanant des pays les plus divers: Bolivie, Brésil, Venezuela, Chili, Argentine, Puerto Rico, Mexique, Pérou, Colombie, Uruguay, Guadeloupe, Biélorussie, Macédoine, Slovénie, Pologne, République tchèque, Ukraine, Russie, Allemagne, Angleterre, Italie, Grèce, France, etc.

Bon, autant dépouiller un atlas, alors j'arrête là. Un catalogue vient de sortir, il est disponible contre un timbre à **Darbouka Records, c/o Fred Brahim, 17, rue de la Forêt, 67340 Menchhoffen; e-mail: darbouka@net-courrier.com.** De quoi se déchirer les tympans tout en révisant sa géographie...

André Sulfide



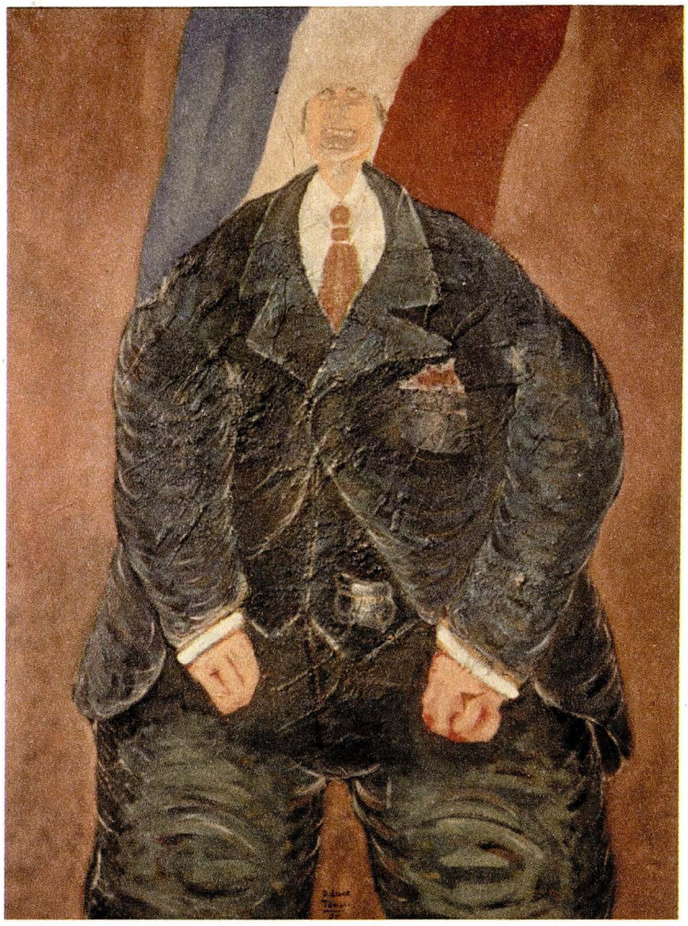
Encore un que les majors n'auront pas...

Les majors ont toujours beau faire à tortiller du cul pour chier droit, on aura toujours nos espaces, nos lieux, notre culture à nous où elles viendront pas mettre pas leur groin, et c'est certainement pas Pierrot Noir qui nous dira le contraire.
Encore un diseux de Couté, tu m'diras. Eh ben ouais! Encore un! C'est bien la richesse des textes du poète beauceron que d'arriver à ce que près de cent ans après sa mort, des artistes et leurs troupes, j'allais dire leurs tripes, viennent nous titiller les trompes d'Eustache. Bien en prenne à Pierrot Noir. Venu du Périgord, comme l'ami Bruno Darraqui, nous sauront tous venir l'apprécier au Forum Léo-Ferré évidement, vendredi 14 mars à 20 h 30. Choix judicieux des opus, orchestration originale, et puissance toujours inégalée des textes de l'ami Gaston qui en ces temps d'orage qui s'annonce résonne malheureusement d'une façon très actuelle.
Alors à tous ceux qui prennent les banques pour des bureaux de bienfaisance, les femmes pour des reproductrices et les curés pour des guérisseurs d'âmes, votre place n'est pas dans notre cœur.
Doux Jésus, nous préférons y garder des serviteurs de la vraie poésie, des artistes comme l'ami Pierrot, les deux pieds dans la glaise. Parce que, t'auras beau dire, ce qu'il a sous les semelles c'est pas sale: c'est de la terre.

Jipé

Contacts: Cie Pierrot Noir, La Grange Lattée, 24330 Blis & Born
Tél.: 05 53 46 37 38 ou 06 81 73 43 65

je participe tu participes ils profitent



La démocratie participative est terriblement « tendance ». Mais peut-on être libre sans que soit éradiqué l'État tentaculaire, instaurée l'égalité économique ?

VOICI UN LIVRE qui interpelle sur la démocratie et sur les possibilités données aux citoyens de changer le monde.

Écrit par Antoine Bevort , un maître de conférence en sociologie issu des cadres de la CFDT et « toujours militant », s'inscrit à plein dans le système en place et bien évidemment ne cherche nullement à le remettre en cause. De la responsabilité des abstentionnistes à avoir propulsé Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de mai 2002 à la « nécessité des professionnels de la politique », en passant par « le désastre soviétique », mais les « défaillances » du marché lorsqu'il s'agit du capitalisme, l'auteur veut nous faire croire que la démocratie participative est une volonté populaire alors que celle-ci est mise en place par les potentats locaux pour tenter de redonner de la vigueur à une démocratie représentative moribonde.

Et, lorsque Antoine Bevort avec une naïveté déconcertante s'étonne du « succès que la démocratie participative rencontre auprès des dirigeants politiques et technocratiques », nous sommes en droit de nous interroger, non pas sur ses qualités de sociologue qui d'évidence furent sanctionnées par moult diplômes dont l'auteur du présent article, autodidacte, n'a jamais pu s'enorgueillir, mais sur une argumentation tendant à nous prendre pour des imbéciles.

Qui s'active dans le champ social des villes où ces pratiques se développent sait très bien que les participants aux réunions décidées et organisées par le pouvoir local (et non pas décidées et organisées par les citoyens) se composent avant tout des « nouveaux militants » que sont les responsables des structures para-municipales du lieu.

De leur côté, les classes dirigeantes ont compris depuis longtemps que la démocratie représentative était la meilleure formule pour maintenir le statu-quo économique et politique. Ce n'est pas pour rien que les tenants de l'ordre mondial font de la mise en place d'une démocratie représentative les prémices nécessaires à l'attribution de moyens qui permettront – peut-être – le développement économique d'un pays.

La démocratie participative, pour décider des « espaces verts » et sans poser une seule fois le principe nécessaire de la démocratisation du pouvoir économique nous semble une « tarte à la crème » qui sans aucun doute permettra à notre auteur de poursuivre vaillamment une carrière universitaire. C'est tout le mal que nous souhaitons à Antoine Bevort.

Jean-Claude Richard

groupe Henry-Poulaille de la FA, ancien militant de base à la CFDT dans les années 70, à l'époque ou Edmond Maire nous a pris pour des cons (ce que nous étions peut-être).

Pour une démocratie participative, Antoine Bevort, 130 pages, Presses de sciences politiques., 12 euros.

En haut: Daniel Livartovsky, *le Tribun*.

agenda

Vendredi 7 mars

Aubervilliers

Les ch'mins d'Couté par Daniel Delabesse au théâtre de la Commune (01 48 33 16 16) à 20 h 30.

Samedi 8 mars

Bordeaux

Permanence de l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, par le Cercle Jean Barrué (FA) cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

Nancy

Le groupe Marée noire de la FA appelle à participer au happening antisécuritaire, organisé par le collectif Libertaires contre le sécuritaire (FA, Scalp, etc.). Rendez-vous place Maginot à 15 heures. Et n'oubliez pas votre déguisement de Sarkozy…

Paris 18e

La Rue organise une rencontre-débat *Le rôle de l'écrivain aujourd'hui* avec Thierry Maricourt à 16 heures à La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Dimanche 9 mars

Montreuil

Le théâtre de la Balancelle présente *Flora* de Yolande Simon (pièce d'après la vie de Flora Tristan), lecture mise en espace par Monique Surel-Tupin à 14 h 30 à la Maison des femmes, 24, rue de l'Église, M° Mairie-de-Montreuil.

Paris 11e

Après 11 mois de lutte, les femmes de ménage ont lessivé leur patron ! La grève est finie ! Le géant Accor et son sbire la société Arcade ont dû plier face à la combativité et la volonté de ces modestes femmes de ménage.
C'est pourquoi nous vous invitons à une ultime soirée de clôture à partir de 17 heures à Alternation, 21, rue Pierre-Bourdan (Métro Nation) avec une projection des différents films réalisés sur la grève, le témoignage des divers acteurs et actrices de cette lutte pour finir avec un concert de Ya Basta (ska militant) et In Vitro (Punk rock).
Venez fêtez cette victoire avec nous !

Mardi 11 mars

Besançon

Réunion publique à 20 h 30 avec Philippe Pelletier sur le thème *Imposture du choix des civilisations* à l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Mercredi 12 mars

Aubervilliers

Les ch'mins d'Couté par Daniel Delabesse au théâtre de la Commune (01 48 33 16 16) à 20 h 30.

Nancy

La CNT, la FA (groupe Marée noire) et le Scalp organisent à la Fac de lettres une soirée sur le thème du sécuritaire : projection du film *Brazil* à 20 heures, suivi d'un débat.

Paris 9e

Le théâtre de la Balancelle présente *Flora* de Yolande Simon (pièce d'après la vie de Flora Tristan), lecture mise en espace par Monique Surel-Tupin à 20 heures à la mairie du 9e arrondissement. Contacts et réservations au 01 45 26 50 89.

Samedi 15 mars

Angers

Bouffe de soutien au Collectif angevin de lutte anti G8 (Calag8). L'Étincelle, 26, rue Maillé.

Chelles

Le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème *Contrôle social et insécurité* avec Jean-Pierre Garnier (sociologue) à 20 h 30 au 1 bis, rue Émilie (près de la gare RER).

Dijon

Concert à 21 heures à l'Espace autogéré des Tanneries, 15 boulevard de Chicago.
Ya Basta (ska punk politisé), Lesca Punk (chaos punk, Hongrie), plus des surprises.
Paf : 4 euros.

Nancy

Le groupe Marée noire appelle à participer au rassemblement organisé par les Libertaires contre le sécuritaire à l'occasion de la journée internationale contre les violences policières. Rendez-vous à 14 h 30, place Maginot.

Paris 11e

Forum-débat avec Stéphane Courtois, auteur du *Livre noir du communisme* et de *Du Passé faisons table rase* à 16 h 30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Rouen

Conférence *Jules Verne et l'anarchisme* par Aurélien Dauguet à 15 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Lundi 17 mars

Bordeaux

Concert de Born Dead Icons (hardcore-punk, Québec) et Organisation Mankind à 19 heures au Local universel.

Vendredi 21 mars

Dijon

À l'Espace autogéré des Tanneries à 19 heures, soirée de discussions sur *la construction masculine et les rapports de genre,* suivie d'une fête. Entrée libre, 15, boulevard de Chicago.

Paris 11e

Reprise de la pièce *La Commune à Nouméah* à 20 h 30, au Petit Ney, 10, avenue de la Porte-Montmartre.

Rouen

Soirée *Voix libres* avec des poètes de la région à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 22 mars

Dijon

Concerts à 21 heures à l'Espace autogéré des Tanneries, 15, boulevard de Chicago.
Born Dead Icons (hardcore violent, USA), Insuicity (hardcore torturé, Pologne), Skewiff (chaos punk crust, Belgique). Paf : 4 euros.

Jeudi 27 mars

Rezé (44)

Dans le cadre du forum Visages projection du film *Les châteaux du capitalisme* sur les mobilisations antiglobalisations de Prague, Nice et Davos à 15 heures théâtre de Rezé, rue Guy-Lelan.

Radio libertaire

Vendredi 7 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Ronald Shannon Jackson and the Decoding Society, Patrick Forgas Band, Tony Williams, Tony Oxley quartet, Stu Martin trio, Dave Weckl Band, Magma, Jack de Johnette trio, Billy Cobham ensemble.

Samedi 8 mars

Chroniques syndicales: à 11h30, l'hopital d'Esquirol ne fermera pas et syndicalisme dans le nettoyage.
Chroniques rebelles: à 13h30, droits des femmes avec Natacha Henry (*Le paternalisme lubrique*), Rachida Yacoubi (*Je dénonce*), Zeina Fathallah (*La robe de mariée*).
Bulles noires: à 17 heures, avec Christian Gaudin, alias Docteur Pet et Mo/CDM (comprendre Chieur de monde), graphiste et co-créateur des éditions Gilou et La Sirène.
Longtemps je me suis couché de bonne heure: à 19 heures, avec Janine Oeuvrard, organisatrice d'un festival de films israélo-palestiniens et Michelle Laguy auteur(e) du livre consacré à Luchino Visconti.

Mercredi 12 mars

Blues en liberté: à 10h30, Yank Rachel, mandoline et blues.
Le manège: à 14 heures, Bernard Wallet, directeur des éditions Verticales, parlera de Gabrielle Wittkop, morte en décembre 2002, dont le dernier roman *Le sommeil de la raison* vient de sortir.

Vendredi 14 mars

Jazz en liberté: à 22h30, Dollar Brand quintet, Bertrand Ravalard trio, Randy Weston quintet, Keith Jarrett trio, Claudine François quintet, Matthew Shipp trio, Mal Waldron quintet, Antonio Farao trio, Horace Tapscott quintet.

Samedi 15 mars

Chroniques syndicales: à 11h30, Forum social des luttes.
Chroniques rebelles: à 13h30, *Sous l'art d'or* de Enrico Baj (ACL) avec Jean-Manuel Traimond.
Bulles noires: à 17 heures, avec Stéphanie Estournet pour son premier roman paru en Série noire *Mythologies souterraines*.

89,4 MHz
en région parisienne

Belgique contre les « camps de la honte »

RENDEZ-VOUS À STEENOKKERZEEL, dimanche, devant le sinistre 127 bis, à la lisière des pistes de Zaventem. C'est l'un des centres fermés où sont détenus les candidats réfugiés à qui l'asile est refusé. Ils attendent d'être expulsés. Un « Grand festival des résistances » y est organisé.

Cadenassé. Les policiers notent les identités, photographient les plaques de voiture. Et refusent le sésame de la carte de presse: elle ne vaut que pour les manifestations autorisées.

Surréaliste. Un étudiant s'indigne: on va être fichés comme anarchistes parce qu'on manifeste contre l'enfermement d'innocents.

Un organisateur explique: manifester devant les centres fermés est toujours interdit. Mais nous avons une autorisation indirecte: le bourgmestre de Zaventem nous a demandé de ne pas nous réunir au centre du village, mais sur le terrain de foot. Le « festival » tient de l'inventaire à la Prévert. Il y a les collectifs de Bruxelles, de Liège et de Gand. Des musiciens et des jongleurs. Des anars et des chrétiens. Le Comité des sans-toit de Charleroi et l'Ambassade universelle. Des couples âgés, militants de la régularisation des sans-papiers. La Ligue des droits de l'homme et le sénateur Josy Dubié. Un millier de manifestants. Et un calicot: « Les barbelés de l'arc-en-ciel: la honte ».

France explique: « Nous nous insurgeons contre l'amalgame entre insécurité et immigration. Enfermer des gens qui n'ont commis aucun délit renforce cet amalgame. Nous voulons rendre visible ce qui est invisible. Les centres fermés sont des zones de non-droit. Les détenus n'ont pas de visites. Ni la justice, ni les parlementaires ne peuvent contrôler ce qui se passe réellement à l'intérieur. Il y a plus caché encore. Les expulsions, qui se déroulent dans le secret. »

Lorsqu'elles se font par avions de ligne, les passagers peuvent être témoins. Mais nul ne sait comment se passent les expulsions par avion militaire.

Une jeune fille s'écroule... Michka, responsable de l'Union des progressistes juifs de Belgique, explique la présence des siens: « Nous sommes issus de l'immigration. Nos grands-parents ont été confrontés avec le problème de l'asile quand ils ont voulu pénétrer en Belgique dans les années 30, fuyant le nazisme. Comme juifs et comme citoyens belges, nous dénonçons les zones de non-droit et l'Europe forteresse. »

À 15 heures, le cortège part en fanfare vers les trois rangées de barbelés. En portant des coussins, au nom des victimes d'expulsions.

Dont Semira Adamu. Et des mannequins blancs, symboles des détenus, ces non-personnes, anonymes. Les manifestants arrachent un pan de la première clôture et se faufilent jusqu'aux grilles pour y accrocher des jonchées de fleurs. Sur le remblai un numéro de GSM géant est affiché: le moyen pour les détenus d'obtenir une assistance. Des détenus faufilent leur tête entre les barreaux, agitant des linges blancs. Aux fenêtres d'en bas, des enfants acclament ce spectacle musical qui rompt leur immense ennui. Les manifestants crient: « On est avec vous. » Un avocat s'indigne: en dépit de deux décisions de justice, une Congolaise de 13 ans est toujours détenue au centre fermé d'Alost.

Les manifestants ont ouvert, à coups de pied, un trou dans la deuxième grille. Les autopompes s'avancent. Les organisateurs appellent au repli. La haie casquée se rapproche. Des jeunes lancent des œufs bourrés de peinture. Les boucliers en plexy se teintent de rouge. C'est la retraite, précipitée. Deux accordéonistes sont arrêtés (et relâchés plus tard). L'autopompe force les troupes à accélérer le pas. Des pierres, des poteaux volent vers les gendarmes.

Une jeune fille, qui organise le repli, prend un jet d'eau dans l'œil et s'écroule avant d'être évacuée. La confrontation se dénoue. Des danseurs baba cool jouent à la chenille devant les forces de l'ordre.

Dispersion. Les collectifs ont juré de multiplier les actions jusqu'aux élections.

Un compagnon belge

Aurenche au Forum

Notre ami Alain Aurenche, qui a soutenu à maintes reprises Radio libertaire et quelques groupes de la Fédération anarchiste, sort un nouveau CD courant mars. Il chantera ses nouvelles chansons, ainsi que quelques anciennes, accompagné au piano par Christophe Brillaud et par Sylvain Tarrago à la guitare, au cours de cinq soirées au

Forum Léo-Ferré
11, rue Barbès
à Ivry-sur-Seine
Spectacle du 25 au 29 mars à 20 h 30
Entrée : 13 euros (une boisson comprise)
Ouverture des portes à 19 heures
Possibilité de restauration froide

La FA submergée d'idées noires !

Un nouveau groupe sévit dans le 15e arrondissement de Paris ainsi que dans la banlieue sud 92 limitrophe. Vous pouvez nous retrouver alternativement sur le marché de Malakoff (place du 11-Novembre-1918) et sur le marché de la Convention (Paris 15e) le dimanche de 11 heures à 12h30.
Pour tout contact, appelez le 06 64 17 29 00.
Idées noires, c/o publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
ideesnoires.fa@noos.fr

numéro 1 × mars 2003 × 1 €

le journal de la ClaaacG8!

Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes CLAAAC G8 !

CONTRE LES SAIGNEURS DU MONDE LUTTE CONTRE LE G8!

Supplément au *Monde libertaire* n° 1308

TOUTES et TOUS à Angers les 25, 26 et 27 avril et à Evian du 28 mai au 3 juin 2003

- agenda, contacts, matériel *(page 2)*
- guerre à la guerre ! *(page 2)*
- édito *(page 3)*
- le G8, instrument de domination mondiale *(pages 3 et 4)*
- l'environnement c'est kapital ! *(pages 4 et 5)*
- patriarcat et mondialisation *(page 6)*
- pour un Vaaag anti G8 *(page 7)*
- appel de la Claaac *(page 8)*

Journal **édité par** *Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Organisation communiste libertaire, Réseau No pasaran, Organisation socialiste libertaire, Syndicats CNT (interco 73, 42, 69, éducation 69) et* **coordonné par** *le Collectif anti G8 de Nantes*

site internet : http://www.claaacg8.org – mail : claaacg8@claaacg8.org

Les anarchistes contre le G8

Lisez, diffusez *le Journal de la ClaaacG8 !*

8 pages, 1 €, disponible à Publico, 145, rue Amelot, paris 11e